



**CIPCRE**

CERCLE INTERNATIONAL POUR  
LA PROMOTION DE LA CRÉATION  
(CIPCRE)



RAPPORT ANNUEL  
**2019**



**CIPCRE**

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL .....	P3
CONTEXTE GÉNÉRAL D'INTERVENTION .....	P4

## I. L'ANNÉE 2019 AU CIPCRE-CAMEROUN .....

P6

1. AGRO ÉCOLOGIE ET PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT .....	P6
2. PAIX ET PRÉVENTION DES CONFLITS .....	P8
3. DROITS HUMAINS ET DÉMOCRATIE .....	P14
3.1. LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX ENFANTS .....	P16
3.2. PROJET MALCOME .....	P18
3.3. PROJET MODÉLISATION D'UN SYSTÈME DE PROTECTION DE L'ENFANCE CONTRE LES VIOLENCES ET ABUS AU NIVEAU DÉCENTRALISÉ .....	P18
3.4. PROJET RESPEC-VIE .....	P18
4. EDUCATION GLOBALE DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES .....	P19

## II. L'ANNÉE 2019 AU BÉNIN .....

P22

2.1. PROJET PADA CLIM .....	P22
2.2. PROJET D10117011/EDUCAPE- DONGA .....	P24
2.3. PROJET D190117003/EDUCAPE-BORGOU .....	P27
2.4. PROJET A-BEN-07/2017 PROFIL-ENFANTS .....	P27
2.5. PROJETS ET ACTIONS EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS .....	P29

## III. NOS RESSOURCES ET STRATÉGIES .....

P30

1. NOS RESSOURCES HUMAINES .....	P30
2. NOS RESSOURCES FINANCIÈRES .....	P32
3. NOS STRATÉGIES D'INTERVENTION .....	P34
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS .....	P37

## LE MOT DU DIRECTEUR GENERAL



**Pasteur Jean-Blaise Kenmogne**  
Docteur en Droits de l'Homme  
Directeur Général du CIPCRE

Une fois de plus, j'ai l'immense plaisir de vous présenter, au seuil d'une année nouvelle, le rapport d'activités de l'année précédente des deux principales entités du CIPCRE que sont le CIPCRE-Cameroun et le CIPCRE-Bénin. C'est une tradition ancienne avec laquelle nous avons renoué depuis l'année dernière et que nous entendons poursuivre, l'expérience ayant montré qu'elle est aussi nécessaire qu'utile.

Au CIPCRE-Cameroun, l'année de référence a connu la conclusion de nouveaux accords de financement, notamment avec ARCS/Union Européenne, l'UNICEF, le PROCIVIS et l'Ambassade des USA. Au CIPCRE-Bénin, 2019 a été marquée par l'entrée en vigueur du tout premier Plan Stratégique Global couvrant le septennat 2019-2025. Si le CIPCRE-Cameroun et le CIPCRE-Bénin ont évolué dans des contextes relativement difficiles, ils sont restés fidèles à

leurs objectifs, à savoir pour le Cameroun, d'amener :

- Les jeunes, femmes et hommes à initier et mettre en œuvre des actions pour se prendre en charge, améliorer leur cadre de vie et s'adapter aux changements climatiques;
- les jeunes et adultes des communautés de foi et des groupes socioprofessionnels (agriculteurs et éleveurs de bovins) à vivre en paix avec eux-mêmes et avec les autres
- les enfants, les jeunes et les femmes à jouir de leurs droits tout en exerçant leur devoir citoyen
- les différentes composantes sociales à s'épanouir dans le respect de l'autre et de leur environnement au sein des établissements scolaires partenaires,

**Au Bénin, les actions ont visé à contribuer :**

- à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) par la réduction de la vulnérabilité des populations aux effets néfastes des changements climatiques

- à la promotion des droits de l'enfant par un meilleur accès à l'éducation, la réduction des abus sexuels et diverses formes de traite, l'éducation et la protection des enfants des familles vulnérables, le renforcement de l'environnement protecteur des enfants.

Les actions mises en œuvre ont induit des changements dans la vie des bénéficiaires, celle de leurs familles et de leurs communautés. Ce sont ces résultats au sens large qui sont déclinés dans le présent rapport et qui dessinent, à leur manière, la contribution du CIPCRE au développement des zones dans lesquelles il intervient. Comme on va le remarquer, il ne s'agit pas seulement de la dimension matérielle du développement, mais de l'ensemble de ses déterminants, autrement dit, du développement holistique.

**Bonne lecture !**

# CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION

2019 a été pour le CIPCRE-Cameroun une année de réhabilitation du poste de Directeur National, lequel était resté vacant depuis la suspension de l'ancien Directeur National et pour le CIPCRE-Bénin, la toute première année de son plan stratégique global couvrant le septennat 2019-2025. Dans les deux pays, la mise en œuvre des activités s'est déroulée dans des contextes différents.

Sur le plan sociopolitique, la crise dans les régions anglophones du Cameroun a considérablement impacté sur les conditions de vie. On a noté, aussi bien du côté des populations civiles que des forces militaires des pertes en vies humaines, de nombreux déplacés internes et externes et des destructions de villages et d'écoles. A la date du 2 mai 2019, l'ONG International Crisis Group (ICG) a fait état de 1850 morts, 530 000 déplacés internes, 35000 réfugiés au Nigeria voisin, plus de 170 villages détruits et des centaines d'écoles fermées. Les élèves ne peuvent plus se rendre à l'école dans ces zones de conflit et les risques d'être enrôlés dans les rangs des "Amba boys" sont évidents. Ils sont donc obligés de quitter ces régions pour se scolariser dans les régions voisines en l'occurrence de celles de l'Ouest et du Littoral. Dans la ville de Bafoussam et ses environs, les salles de classe sont désormais surpeuplées, soit une moyenne de 90 élèves par salle de classe au lieu de 60 selon les normes. Les déplacés se retrouvent en grand nombre dans la région de l'Ouest et à Bafoussam, zones d'intervention du CIPCRE où leur présence est un facteur aggravant du taux de prévalence de délinquance et de chômage.

La crise grandissante dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a attiré l'attention de la communauté internationale qui a exercé de multiples pressions sur le gouvernement camerounais. Après la suspension du Cameroun des avantages de l'AGOA par les USA, une délégation conjointe de l'Union Africaine, du Commonwealth, et de l'OIF en visite au Cameroun a recommandé au Chef de l'Etat de prendre des initiatives pour la résolution durable de la crise. Le Chef de l'Etat a ainsi instruit le Gouvernement d'organiser un Grand Dialogue National. Parmi les recommandations de cette rencontre, un statut spécial a été accordé aux deux régions anglophones. L'amnistie générale comme gage de retour des personnes déplacées et réfugiées, la création d'un fonds spécial pour la

reconstruction et l'emploi, l'adoption de la double nationalité ont été également préconisées. Dans la foulée de ce Grand Dialogue National, les leaders du MRC et partis alliés, ainsi qu'une centaine de leurs militants ont été libérés après neuf mois de détention. De même, plusieurs prisonniers séparatistes ont été libérés à l'exception de leurs principaux leaders. La loi portant Code général des collectivités territoriales décentralisées et la loi sur le bilinguisme ont été adoptées et promulguées en date du 24 décembre 2019.

L'instrumentalisation ethnique de la scène politique a contribué à la fragilisation de la cohésion sociale et à la propension des actes de tribalisme. Le gouvernement a à cet effet adopté une loi contre le tribalisme sans que des actes de tribalisme visés ne soient clairement circonscrits. Sans attendre un réel apaisement de la crise politique, le Chef de l'Etat a convoqué pour le 9 février 2020 le corps électoral pour les élections locales couplées (législatives et municipales), ce qui a eu pour effet de diviser la classe politique : pendant que le parti au pouvoir et ses alliés approuvaient cette initiative, le principal parti de l'opposition en l'occurrence le MRC de Maurice Kamto, s'est désisté en arguant que des élections justes, transparentes et démocratiques ne peuvent pas être organisées dans le NOSO d'une part et, d'autre part, que la loi électorale est inique. Il a d'ailleurs lancé un appel au boycott des dites élections compte tenu des raisons sus-évoquées.

La secte Boko Haram qu'on croyait avoir maîtrisée a refait violement surface avec des attaques meurtrières, si l'on s'en tient à l'offensive de la nuit du 9 au 10 juin 2019 qui a occasionné la mort de 17 militaires et 9 civils dans la localité de Darack. Un jour de Deuil national a d'ailleurs été décrété le 21 juin par le Chef de l'Etat en mémoire des personnes assassinées.

Au Bénin, 2019 aura été une année d'épreuve pour ce pays qui se targuait d'être le "Laboratoire de la Démocratie en Afrique". En effet, les réformes intervenues en 2018 concernant le système politique (partisan) ont tôt fait de montrer leur revers à l'occasion des élections législatives du 28 avril 2019 : seuls deux partis politiques proches du pouvoir ont pu participer à la compétition alors que les autres partis étaient disqualifiés. Fort heureusement, la tension sociopolitique consécutive à ce malheureux épisode a commencé par baisser grâce à des initiatives

concrètes assorties de mesures d'apaisement : dialogue politique, révision de la Constitution, du Code électoral, etc. Plaise à Dieu que les élections communales prévues courant 2020 soient pour le Bénin l'occasion de montrer à la face du monde que, tel le phénix, " le laboratoire brûlé renaît irréversiblement de ses cendres".

Sur le plan socio-économique, les activités au Cameroun ont tourné au ralenti. La vie chère a dicté sa loi face à la rupture des échanges commerciaux au niveau des frontières camerouno-nigériane du fait de la crise du NO/SO. Les plantations de la Cameroon Development Corporation (CDC), deuxième employeur après l'Etat, ont été détruites en partie et les activités se sont arrêtées. Un violent incendie a dévasté la Société Nationale de Raffinage (SONARA), et la crainte de vivre un rationnement en produits pétroliers a tôt fait de gagner les esprits. Pour répondre à la problématique des déplacés internes du fait de la crise dans les régions anglophones, les ministères en charge de l'éducation ont organisé des séminaires de renforcement des capacités des enseignants et responsables d'établissements sur la prise en charge des élèves déplacés notamment à travers la facilitation de leur inscription dans les établissements, leur encadrement pédagogique dans les classes et leur insertion dans le milieu scolaire.

Au Bénin, « La fermeture par le Nigeria, depuis le mois d'août 2019, de ses frontières avec tous ses voisins » a été est une source de préoccupations comme l'a reconnu le Chef de l'Etat dans son traditionnel discours sur l'état de la Nation. Cependant, le pays a fait des avancées dans divers domaines dont le recrutement des enseignants de tous ordres, le programme des cantines scolaires, l'initiation à l'informatique et l'introduction de l'anglais au primaire, l'eau potable et l'amélioration du cadre de vie, la santé et l'énergie électrique, etc. Les Affaires Sociales en général et la protection de l'enfant en particulier ont été marquées par d'importants événements dont le lancement du programme SWEDD, la commémoration des 30 ans de la CDE et diverses initiatives (le plaidoyer FADeCEnfants, le partenariat Filles, pas Epouses au niveau pays, etc.).

Sur le plan environnemental, l'année a été marquée au Cameroun, par des effets visibles des changements climatiques à l'instar des pluies diluviennes qui ont engendré des inondations, des éboulements de terrains, des affaissements des routes et la destruction des cultures. Les

inondations ont fait des ravages dans plusieurs localités de la Région de l'Ouest (Foumban, Fombot, Bandjoun, etc.), occasionnant des pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels notamment dans les champs et sur les habitations. De nombreux agriculteurs en général et ceux de nos villages pilotes en particulier ont quasiment perdu leur deuxième campagne de haricot, leurs productions de piment local et de plantes médicinales. Les parcelles dans les bas-fonds ont particulièrement souffert de cette furie des eaux. Mais l'évènement le plus marquant a été sans conteste la catastrophe de Gouaché à Bafoussam qui a non seulement retenu l'attention de toute la communauté nationale, mais aussi a été relayée par les medias internationaux. Dans cette catastrophe, 42 personnes ont perdu la vie et plusieurs habitations ont été englouties.

Au Bénin, le contexte écologique, relativement favorable, a quand même présenté quelques défis en lien avec les ressources naturelles et le cadre de vie, à l'instar de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) qui s'est concrétisée à travers divers projets (micro-barrages, retenues d'eau et aménagement de périmètre irrigué à des fins agropastorales, poursuite du programme OmiDelta, etc.), même si les organes de bassin sont demeurés très peu fonctionnels ; la mutation du Bénin en pays émetteur de gaz à effet de serre à cause notamment du secteur de l'énergie ; l'ancrage effectif de plusieurs projets tels que : Gestion des déchets, Asphaltage pour l'embellissement des villes du Grand Nokoué (Porto-Novo, Sèmè-Podji, Cotonou, Abomey-Calavi et Ouidah), Assainissement pluvial de la ville de Cotonou, etc. ;

S'agissant du secteur agricole, le score de premier producteur de coton en Afrique est écologiquement peu rassurant et l'on devrait espérer que le Bénin qui a pu être le deuxième producteur de vivriers dans l'espace UEMOA renforce ce positionnement grâce à sa nouvelle Stratégie Nationale de Conseil Agricole (SNCA 2), l'aménagement de plus de mille hectares et la construction de quatre grands marchés dans la vallée de l'Ouémé.

C'est dans ce contexte fort contrasté mais relativement favorable, que le CIPCRE au Cameroun et au Bénin a mis en œuvre les actions planifiées pour le compte de chaque projet dans la perspective de l'accomplissement de sa mission.

# I. L'ANNEE 2019 AU CIPCRE-CAMEROUN

Au courant de l'année de référence, le CIPCRE-Cameroun a œuvré dans quatre principaux domaines d'intervention qui sont : Agro écologie et Préservation de l'Environnement, Paix et Prévention des Conflits, Droits Humains et Démocratie et Education Globale dans les établissements scolaires. Quatre projets satellites sont venus se greffer aux deuxième et troisième domaines, notamment le Projet Théâtre pour la Paix et les opprimés (Service Civil pour la

Paix), le Projet Mon action locale contre les mariages d'enfants (MALCOME), le projet de Modélisation d'un système de protection de l'enfance contre les violences et abus au niveau décentralisé: Arrondissement de Yaoundé 2 et le projet de Renforcement du système de l'enfant et promotion des compétences de vie courante chez les jeunes et adolescents en milieux scolaire et extrascolaire de l'Arrondissement de Yaoundé 2 (RESPEC-VIE).

## I. Agro Ecologie et Préservation de l'Environnement

L'objectif spécifique de l'axe stratégique Agro Ecologie et Préservation de l'Environnement est d'amener *Les bénéficiaires (jeunes, femmes et hommes) des zones d'intervention du CIPCRE à initier et mettre en œuvre des actions pour se prendre en charge, améliorer leur cadre de vie et s'adapter aux changements climatiques.*

Pour y arriver, nous avons accompagné les partenaires à la base pour améliorer la production agro-écologique des produits maraîchers, du bananier plantain et des racines et tubercules ; promu le petit élevage auprès des petits producteurs ; soutenu les apiculteurs

pour une production moderne et durable des produits de la ruche et les petits producteurs pour la production des plantes médicinales et particulièrement le Moringa ; appuyé les initiatives de transformation des produits agricoles au profit des petits producteurs ; accompagné les petits producteurs dans la commercialisation des produits agricoles ; amené les petits producteurs à intégrer les risques liés aux changements climatiques dans leurs projets agricoles ; renforcé les capacités des groupes relais thématiques et développé des synergies avec les autres acteurs du monde rural.

6



Sevrage des rejets de bananier plantain à Bamendjo

**Grâce aux actions menées :**

- Les personnes relais d'agriculture - élevage dans les différents domaines d'activités de production sont devenues de véritables personnes ressources dans les villages pilotes et même dans les villages voisins. C'est le cas des personnes relais de Bapa et de Bamendjo qui ont été régulièrement sollicitées pour former respectivement les producteurs des villages Badenkop sur les plantes médicinales et ceux du village Bafounda sur l'apiculture.
- 40 producteurs de Bamendjo ont bénéficié des appuis qui leur ont permis de fabriquer et de vendre en moyenne 87 seaux de gari par semaine. Au terme de l'année de référence, les ventes cumulées ont été évaluées à 7 308 000 F avec une marge bénéficiaire de 2 046 240 F. Par ailleurs, les appuis matériels qui leur ont été accordés leur ont permis de mutualiser les fonds pour faciliter le financement de l'acquisition des intrants (manioc, bois, huile...) en vue de la fabrication communautaire du gari.
- Un groupe de 10 personnes s'est constitué pour produire le biochar à Bamendjo. A l'issue des formations qu'il a organisées, 61 séances de fabrication de biochar ont été organisées; 652 sacs de biochar fabriqués et 295 personnes en ont bénéficié.
- Un groupe de 08 producteurs dont 04 femmes s'est constitué à Bamendjo. Il a impulsé en son sein une dynamique d'entraide et de vulgarisation des connaissances acquises dans la fabrication et l'utilisation des intrants biologiques (Bokashi, Biochar enrichi, Bio pesticides). Le groupe a développé des parcelles communautaires de macabo, de plantes médicinales et des pépinières de production des plants de piment local qui sont devenues en même temps des cadres d'apprentissage et de vulgarisation.
- A Bamendjo, les résultats de l'utilisation du biochar sur les cultures ont créé une émulation au sein de la population : 8 producteurs formés par le CIPCRE a pu susciter l'implication de 279 nouvelles personnes dont 195 femmes dans 8 quartiers différents du village pour la fabrication du biochar ou du bokashi en mobilisant leurs propres ressources.
- Un groupe de 35 producteurs dont 27 femmes du village Bafounda, voisin de Bamendjo ayant été au courant des effets positifs du biochar sur les cultures, a sollicité et obtenu une formation sur les techniques de fabrication et d'utilisation de cet engrais organique auprès des PR agriculture/élevage de Bamendjo. Ces bénéficiaires se sont organisés pour mobiliser des ressources matérielles et financières nécessaires à la tenue de cette formation.
- Face à la rareté des plants et des semences de piment local, 05 producteurs dont 03 femmes de Baham (2), Bapa (1), Babouoc (1) et Bahouan (1) ont recherché des semences viables et ont créé des pépinières de production de plants de piment local. Cette initiative a permis à 394 autres producteurs d'étendre leurs parcelles. La vente des plants produits en une campagne de 4 mois, a permis d'une part, à ces 5 producteurs d'avoir des revenus additionnels évalués à 302 600 F CFA et, d'autre part, de ravitailler en permanence ceux qui étaient dans le besoin.
- 95 producteurs partenaires du CIPCRE dont 55 femmes des villages pilotes Baham, Bahouan, Bapa, Bahouoc et Bamendjo ont augmenté leurs revenus grâce à la vente des récoltes (choux, maïs, piment local, banane-plantain, plantes médicinales, miel, etc.) issues de leurs parcelles agro écologiques dans les plates-formes et pools de commercialisation promus par le CIPCRE. Pour la période de référence, ils ont obtenu des revenus additionnels de 1 625 000 FCFA qui ont été réinvestis pour les besoins de leurs familles et le développement de leurs activités agro-écologiques.
- La coopérative des producteurs de plantes médicinales de l'Ouest Cameroun (COOPROP MOCAM) a été créée par des producteurs engagés dans la culture des plantes médicinales. Le processus de légalisation de cette nouvelle structure vient d'être couronné par l'obtention du certificat

d'immatriculation délivré par le Coop/GIC, synonyme de démarrage officiel de ses activités.

- 42 producteurs dont 29 femmes parmi lesquels 03 jeunes de Bapa, Bamendjo, Baham ont fabriqué 13 580 kg de Biochar et 5600 kg de compost qu'ils ont utilisés avec succès sur les cultures maraichères et vivrières (pomme de terre, tomate, passiflore, macabo, choux, maïs, haricot, patate, bananier plantain). Ces producteurs ont témoigné, après avoir utilisé ces intrants biologiques, de la réduction des attaques de chenilles sur la tomate et les choux, de l'augmentation du rendement par rapport au passé et de l'amélioration de la qualité organoleptique et de la conservation des produits.
- 5 jeunes dont 1 de Bahouoc et 4 de Bahouan se sont engagés dans les pratiques agro-

écologiques et ont créé respectivement 2 parcelles d'environ 1 hectare constitué de 1000 pieds de bananier-plantain et de 300 plants de piment et 4 autres parcelles d'une superficie totale de 2 400m<sup>2</sup> de pomme de terre et de morelle noire. Après une première campagne au cours de laquelle seuls les intrants biologiques ont été utilisés avec des effets positifs sur les rendements agricoles, ces jeunes sont devenus des modèles dans leurs localités respectives, démontrant ainsi à leurs pairs que la jeunesse a toute sa place dans l'activité agro-pastorale.

- Les PR et autres bénéficiaires directs ont pris 34 initiatives de promotion de pratiques agro-écologiques/biologiques (sensibilisation, formation, démonstration pratique, coaching, partage d'expériences, etc.) au profit de 420 producteurs dont 358 femmes dans nos zones d'intervention.



Création d'une parcelle pilote de pâturage améliorée à Foto

#### TEMOIGNAGE



**« J'ai mis de côté les engrais pour utiliser le biochar enrichi »**

## 2. Paix et Prévention des conflits

Dans l'objectif d'outiller les jeunes et adultes des communautés de foi et des groupes socioprofessionnels (agriculteurs et éleveurs de bovins) à vivre en paix avec eux-mêmes et avec les autres, nous avons renforcé la coopération et le dialogue entre les différentes communautés de foi ; promu une cohabitation pacifique les agriculteurs et les éleveurs de

bovins, le dialogue intergénérationnel et interculturel ; renforcé les capacités des points focaux sur les thématiques relative à la paix et la prévention des conflits et développé des synergies avec les autres promoteurs de la paix et du vivre ensemble.

**Les actions réalisées ont suscité les effets suivants :**





Photo de famille (causerie éducative sur la tolérance citoyenne au profit des éleveurs de bovins à Galim)

- les membres des CIR (Baham, Bamendjo, Fouban et des Dynamique Islamique Justice Paix et Sauvegarde de la Création) ont mobilisé des dons matériels et financiers pour venir en aide aux personnes déplacés internes présentes dans les villages. Celles-ci se sentent désormais acceptées et pris en considération.
- A la suite des engagements pris dans le cadre de la campagne du Mouvement Interreligieux pour la Paix et le Développement Holistique (MIRPADH) 2018 sur le vivre ensemble et la tolérance citoyenne, les leaders jeunes de l'association AREN à Fouban ont réuni les jeunes musulmans «sunnites et wabiites» autour d'un match de football. Désormais, ces deux tendances religieuses musulmanes qui étaient toujours opposées font leurs prières dans la même mosquée.
- le dialogue intergénérationnel tenu dans le village Bamendjo a permis à certains parents de comprendre mieux leurs enfants et de se rendre disponibles pour les accompagner dans la satisfaction de leurs besoins.
- Les projets communs sous-entendus «AGR associatives» initiés depuis l'année 2018 au profit des membres des CIR ont permis aux bénéficiaires non seulement de maîtriser les techniques de production à travers l'apprentissage des expériences des autres membres, mais aussi de renforcer les liens de solidarité entre eux.
- Les éleveurs et agriculteurs de Mbev à Galim ne se disputent plus grâce à l'appropriation du Night Paddock Manuring Farming System et des actions de cohabitation endogènes. Le nombre de bovins par troupeau a diminué en passant de 100 à 40 bœufs maxi par berger afin de permettre d'en assurer facilement la conduite et le contrôle.
- Les propriétaires des bétails de Menfoung, Mbévé sensibilisent davantage leurs bergers afin que ces derniers améliorent leur conduite.
- Suite à la Déclaration qui a sanctionné la campagne MIRPADH 2018, les différentes autorités des villes de Bafoussam, Fouban, Douala, N'Gaoundéré, Edéa, Yaoundé et Maroua, les médias et groupes sociaux ont pris des initiatives de sensibilisation sur la promotion du vivre ensemble dans la tolérance citoyenne au profit des populations de leurs communautés respectives, notamment 5

leaders religieux dont 1 à Bafoussam, 3 Foumban et 1 à Foubot, 4 hommes de médias dont 1 à Bafoussam, 1 à Douala et 2 à Foumban, 4 leaders de la société civile à Foumban, 2 notables dont 1 à Foumban et 1 à Baham, 02 leaders jeunes à Foumban et 3 comités interreligieux. Plus de 2000 personnes ont ainsi été touchées par ces activités diversifiées de sensibilisation.

- Grâce aux actions de sensibilisation menées par les membres des CIR de Bapa et Bamendjo, les rapports entre parents et enfants se sont améliorés et le dialogue s'est considérablement renforcé entre eux. 13 jeunes dont 8 à Bamendjo et 5 à Bapa ont affirmé que désormais, ils présentent librement leurs besoins à leurs parents et leurs positions sur plusieurs sujets qui les opposent à eux.
- Grâce aux 49 initiatives des CIR de Baham, Bamendjo, Bahouoc, Foumban, Foubot, Bahouan et des Dynamiques Islamiques Justice, Paix et Sauvegarde de la Création (DIJPSC) de Foumban, Foubot, Baham et du Centre, 14 bénéficiaires ont témoigné de l'amélioration des rapports entre eux et leurs proches dans le sens du vivre-ensemble et de la paix, à travers une meilleure cohabitation entre les membres de différentes confessions de foi et la gestion pacifique des conflits fonciers dans leurs différentes communautés.
- Les 74 différents leaders religieux, de la société civile et les médias des localités de Bafoussam, Foumban, Douala et Yaoundé ayant participé aux ateliers de réflexion sur le vivre-ensemble dans la tolérance politico-ethnique à l'occasion du Mouvement Interreligieux pour la Paix et le Développement Holistique (MIRPADH) 2019 ont décidé de mener 141 initiatives de sensibilisation au sein de leurs communautés sur la thématique de la campagne.
- La semaine de formation résidentielle qui a regroupé 24 jeunes francophones et anglophones dont 6 filles dans le cadre du MIRPADH a contribué à briser les barrières qui se sont érigées entre ces deux groupes culturels et linguistiques depuis le début de la crise dite anglophone, crise

fortement nourri par des stéréotypes et préjugés défavorables au vivre-ensemble. Ils communiquent désormais davantage et se rapprochent à travers un groupe WhatsApp créé à cette occasion.

- Le concours de dessin et d'écriture lancé dans le cadre du MIRPADH au profit des jeunes a permis à 53 d'entre eux (28 en dessin et 25 en écriture) d'exprimer leur perception sur l'instrumentalisation politico-ethnique au Cameroun ainsi que des messages forts de sensibilisation.
- Les prestations effectuées par deux troupes théâtrales francophone et anglophone, ont permis à près de 300 participant-e-s à la cérémonie de clôture du MIRPADH de découvrir les dessous de la crise dite anglophone ainsi que les perspectives de solution du point de vue de ces jeunes acteurs
- Les liens de solidarité et les expériences se sont davantage renforcés entre les membres bénéficiaires d'AGR du CIR de Bahouan, de Bapa et de Foumban. Bien que faisant face à des difficultés relatives à l'exécution du cahier des charges des AGR, ces membres gèrent ces difficultés de façon pacifique, travaillent ensemble, vivent de plus en plus comme en famille et se rendent mutuellement visite en se partageant les informations relatives à leurs ménages. L'une des bénéficiaires d'AGR à Bapa a remporté le prix de meilleur éleveur de poulets locaux «pantalonés».
- Les conflits violents entre éleveurs et agriculteurs des villages de Mbevè, Menfoung à Galim et de Foto-zimpouet à Dschang ne sont plus récurrents grâce aux accords de jachère et initiatives d'arrangement à l'amiable entrepris par eux-mêmes. Les troupeaux ne sont plus laissés en divagation. Ils sont parqués dans des enclos en bambou et lorsqu'il y a des dégâts, des ressources alternatives à l'instar des sacs d'engrais, des bouses de vache ou de l'arget sont proposées en compensation. La cohabitation pacifique entre éleveurs et agriculteurs est davantage renforcée par l'appropriation de la culture du brachiaria qui permet de sédentariser les troupeaux et de limiter les

cas de destruction des plantes. C'est le cas à Menfoung où 2 éleveurs sont devenus de grands producteurs de brachiaria et disposent d'un important stock de semences pouvant approvisionner les autres producteurs.

- Les éleveurs et agriculteurs de Mbevé et Menfoung ont fait des concessions favorables à la protection des champs contre les bétails et à la préservation des pistes qui mènent aux abreuvoirs. Les deux groupes socioprofessionnels ont contribué à la construction des enclos en fils barbelés autour des champs situés les longs des pistes d'abreuvoir. Les agriculteurs ont reculé leurs billons en respectant un espacement de 2m à partir de la piste et les éleveurs ont acheté les fils barbelés nécessaires. Les deux parties ont mis leur main-d'œuvre ensemble pour la construction.
- Deux (2) cellules de veille mixtes constituées de 5 membres dont chacune d'agriculteurs et éleveurs ont été créées dans les villages Fokoué et Menfoung en vue de recenser et renseigner les éventuels cas de conflits; d'identifier les différents points d'abreuvoir et de définir des concessions favorables à la construction des enclos autour des champs qui bordent les pistes d'abreuvoir.

### **Service civil pour la Paix**

Nous avons également, au cours de l'année de référence, mis en œuvre le Projet Théâtre pour la Paix dans le cadre du Service Civil pour la Paix, l'objectif global de ce dernier se déclinant ainsi : Les jeunes et adultes des communautés de foi et des groupes socioprofessionnels (agriculteurs et éleveurs de bovins) vivent en paix avec eux-mêmes et avec les autres. Pour y parvenir, le théâtre est promu auprès des partenaires du CIPCRE comme outil de sensibilisation, d'éducation et de communication pour la promotion de la paix et la prévention des conflits d'une part et les jeunes de la TIM, des troupes partenaires et des clubs théâtre des zones d'intervention du CIPCRE prennent leurs propres initiatives

pour articuler leurs besoins et intérêts.

Dans le cadre de ces deux objectifs spécifiques, nous avons organisé au profit des groupes cibles (hommes et femmes) des autres programmes du CIPCRE des formations sur l'art théâtral comme outil de sensibilisation des populations sur les différentes thématiques mis en œuvre par le CIPCRE ; formé le personnel du CIPCRE sur les méthodes de prévention et de gestion pacifique des conflits et sur les méthodes de modération, de sensibilisation et d'animation (formation des formateurs et formatrices ; produit des outils de sensibilisation, d'animation et de formation en lien avec les thématiques de la paix, du théâtre, de l'animation et de la sensibilisation ; organisé des visites de prise de contact et de collecte des besoins concrets auprès des groupes cibles, des sessions de formation sur le théâtre comme outil de sensibilisation et de dialogue au profit des groupes cibles du CIPCRE (membres, présidents et encadreurs des clubs théâtre, comités interreligieux, membres de la TIM, troupes partenaires) ; apporté des appuis financier et technique aux groupes cibles du CIPCRE (clubs théâtres, comités interreligieux et troupes partenaires) pour la préparation des scènes et l'organisation des représentations théâtrales (théâtre et théâtre des opprimés) sur les sujets en lien avec la fragmentation de la société, les préjugés et la non-violence ; développé de nouvelles saynètes avec la TIM sur les sujets qui préoccupent les groupes cibles en lien avec les thématiques du CIPCRE ; organisé des présentations théâtrales communes avec les groupes cibles du CIPCRE (clubs théâtre, troupes partenaires, Comités Interreligieux) sur la réduction de la violence et des préjugés et les besoins et intérêts exprimés par les jeunes devant le public et les leaders locaux, des visites de collecte des résultats et effets des représentations théâtrales réalisées dans nos zones d'intervention et des rencontres d'échange et de partage d'expérience entre les groupes cibles sur l'utilisation de l'outil théâtre, et la transformation des conflits.



Une rencontre de la TIM

Les effets des actions menées sont perceptibles à plusieurs niveaux : religieux, régional et ethnique.

**Au niveau de la coopération religieuse:**

- 15 initiatives ont été visibles pendant les représentations théâtrales et sensibilisations publiques sur les conflits interreligieux : 5 Comités Interreligieux à savoir de Fouban(3), Foubot(1), Bamendjo(2), Bahouan(6), Baham(1) ont continué de dialoguer et sensibiliser la population à travers le théâtre sur les sujets en lien avec le mariage interreligieux et interethnique, le vivre ensemble, les différences religieuses et sociales, la tolérance ethnique et religieuse ;
- les Comités Interreligieux de Foubot, Bahouan et Fouban ont résolu des conflits fonciers, familiaux, entre employeurs et employés, avec des compétences acquises lors des formations sur la gestion non violente des conflits et ont mis en scène et communiqué les résultats devant les publics invités ;
- la TIM a traité de la thématique à travers la pièce « La haine interethnique et interreligieuse au sein de l'emploi » et mis en scène la pièce « Rêves brisés » sur le mariage forcé, le genre et le Mariage Interreligieux dans la paroisse Saint Jean Bosco de l'aumônerie des jeunes à Djeleng 5 au profit d'environ 90 personnes;

**Au niveau de la coopération régionale,**

**2 initiatives ont été prises :**

- 1 coopération avec un partenaire de la zone anglophone notamment la troupe de la Liberté Arts Group qui s'est associée avec la TIM pour monter des pièces de théâtre sur les sujets de la paix, de la tolérance politique, ethnique religieuse, linguistique et échangé sur la situation de crise dans la région anglophone
- 3 poèmes sur la crise anglophone ont été écrits et mis en scène par la TIM à Yaoundé lors de la cérémonie de clôture de la campagne du MIRPAD.

**Au niveau de la tolérance ethnique : 3 groupes qui ont monté/présenté 7 pièces de théâtre sur les conflits inter-ethniques, notamment :**

- La TIM avec leur scène sur la discrimination ethnique et religieuse lors d'un recrutement basé sur l'appartenance ethnique
- Le CIR de Fouban à travers une pièce développée « sur le symbole de paix des différentes ethnies » lors d'une rencontre de sensibilisation sur le vivre ensemble organisée par le CIPCRE au profit d'environ 15 personnes
- Le gouvernement d'enfants de l'école publique de Mbouo qui a traité de la thématique à travers la présentation de 05 saynètes sur la lutte contre les discriminations ethniques et culturelles, sur le vivre ensemble/“ l'intégration nationale“ et l'indivisibilité/unité du Cameroun lors de la fête de fin d'année. Près de 700 personnes (élèves, parents, enseignants et

autorités religieuses) sensibilisées à cet effet.

#### **Au titre d'autres effets,**

- 02 anciens jeunes de la TIM (Hamadu et Junior), étudiants à l'Université de Dschang, se sont mis ensemble pour contribuer à la création de la troupe théâtre de l'Université de Dschang en organisant un casting qui leur a permis de recruter 12 acteurs et en organisant des sensibilisations pour susciter l'intérêt de leurs camarades. Ils sont également les principaux encadreurs de cette troupe.
- Outre le Programme Paix et Prévention, d'autres programmes au CIPCRE (PDHD, PEGES) ont utilisé l'outil théâtre, pour lutter contre les violations des droits des femmes et des enfants et l'intolérance.
- Le nommé Basant Rolin, ancien membre de la TIM, a partagé dans le groupe whatsapp de la TIM: « Comme vous pouvez le constater je suis devenu acteur professionnel dans le groupe le plus célèbre de l'Afrique centrale nommé le « BAOS DU NDEM ». je dois ce succès à la TIM car c'est par là que j'ai grandi, merci aux encadreurs ! merci aux membres de la TIM, je vous aime».
- De nombreux jeunes ont témoigné être devenus passionnés par le théâtre pour la paix. Ils estiment avoir été transformés et se sont approprié eux-mêmes les différentes valeurs promues par les scènes montées avec les membres de leurs groupes. C'est le cas de Loïc Ewandeu qui témoigne n'avoir plus peur de s'exprimer en public ou encore de Line Kuissi qui est devenue assez ouverte, engagé pour la paix et est devenue un objet de curiosité pour ses amis.
- les Comités Interreligieux de Foumban, de Bahouan, de Bamendjo qui ont mis en scène sans le soutien du CIPCRE 9 saynètes de sensibilisation sur divers thèmes : lutte contre les mauvaises pratiques du veuvage, les litiges fonciers, la demande d'avance salariale, l'importance de l'établissement des actes d'état civil, la demande de permission d'absence et de prêt, le vivre ensemble en paix, la demande d'une faveur, le mariage interreligieux, la réclamation de ses droits ;
- Sept (7) membres de la TIM ont pris leurs propres initiatives, portant sur la mise en place et l'encadrement des clubs théâtre

dans leurs établissements ; la réalisation des films courts et long métrage (Erica, Vanesse, Marisa, Hamadu, Romuald) ; le recrutement comme acteurs et actrices dans des films réalisés par des chaînes de télévision locales (cas de Fabrice Nembot)

- L'approche participative de montage des pièces a offert la possibilité aux membres de 15 clubs et troupes de théâtre en milieu scolaire de s'exprimer plus librement sur au moins 15 de leurs besoins et intérêts à travers un dialogue ayant impliqué 8700 jeunes sur des thèmes variés tels que les violences sexuelles, les discriminations sexistes, les mariages précoces, le respect de leur droit à l'éducation, la possibilité de s'exprimer et de défendre leur opinion, le genre et le mariage interreligieux, le veuvage, la corruption et la drogue en milieu scolaire, le commérage, la discrimination ethnique dans l'emploi, l'abus des drogues.
- Le dialogue s'est densifié entre agriculteurs et éleveurs, les membres des confessions religieuses différentes autour des préoccupations communes pour la paix et la lutte contre la fragmentation croissante de la société ;
- Au sein de 17 troupes et clubs de théâtre encadrés par le CIPCRE, les jeunes ont développé l'estime et la confiance en soi, ce qui leur permet de surmonter la honte et la peur de s'exprimer en public.

#### TEMOIGNAGE



**« J'ai obtenu des semences de brachiaria auprès de mon frère éleveur et je les ai multipliées »**

### 3. Droits humains et Démocratie

Le CIPCRE a déployé son Programme Droits Humains et Démocratie autour de l'objectif suivant : Dans les zones d'intervention du CIPCRE, les enfants, les jeunes et les femmes jouissent de leurs droits tout en exerçant leur devoir citoyen.

#### 3.1. Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants

Au cours de la période de référence, nous avons, pour promouvoir au sein des associations culturelles et des communautés de foi, les droits des enfants à risque et des enfants victimes de discriminations sexistes et de violences sexuelles, organisé 85 causeries au profit de 3478 enfants dans les écoles dont 2124 filles sur les violences sexuelles et les discriminations sexistes dans 5 villages pilotes ; diffusé une émission radiophonique interactive sur les 30 ans d'existence de la Convention relative aux droits de l'enfant ; appuyé 68 causeries éducatives réalisées par les PR au profit de 1871 parents dont 1344 femmes sur les violences sexuelles et

les discriminations sexistes ; accompagné 72 victimes de violences sexuelles et discriminations sexistes ; organisé 2 ateliers au profit de 106 autorités en charge de la protection des enfants dont 69 femmes et 6 représentations théâtrales sur les violences sexuelles et discriminations sexistes aux lycées de Bahouan et Tayim, aux foyers culturels de Bapa Bahouoc et Bamendjo lors des activités de la fête de la jeunesse, des journées d'orientation et de la commémoration des 30 ans de la CDE en présence de près de 4837 personnes.

Pour contribuer à l'amélioration du statut socioculturel de 150 veuves, nous organisé 145 causeries au profit de 4305 personnes dont 2663 femmes sur les rites de veuvage et 6 ateliers de sensibilisation au profit de 152 officiantes des rites de veuvage ; accompagné 61 veuves pour la mise sur pied d'une AGR dans 4 VP et 12 autres sur le plan judiciaire, et enfin organisé 3 ateliers au profit de 77 autorités traditionnelles à Bahouan, Bapa et Bamendjo sur l'évaluation du Code coutumier d'humanisation des rites de veuvage.



Célébration de l'enfant africain

Le renforcement des capacités des Points focaux sur les thématiques relatives aux droits humains s'est opéré à travers l'organisation de 5 sessions de formations sur les droits des enfants au profit des points focaux des VP, soit 107 personnes dont 44 femmes et de 5 autres sessions de formations sur les droits

des veuves au profit des mêmes bénéficiaires.

La synergie avec les autres promoteurs des droits humains s'est développée à travers un atelier de partage des bonnes pratiques au profit de 31 membres de la société civile dont 30 femmes.

**Grâce aux différentes actions mises en œuvre, les effets suivants directs et indirects ont été observés :**

- Parmi les 34 personnes relais de promotion et de défense des droits de l'enfant dans les villages pilotes, 31 ont développé une autonomie d'action et se positionnent dans les villages pilotes comme de véritables premiers secours pour les victimes, qu'elles soient sollicitées ou non par les parents. D'ailleurs, la témérité de certaines parmi elles, leur a coûté des coups et insultes pendant leurs interventions. C'est le cas d'une des PR de BAPA qui a tenu ferme face à une agression lors d'une intervention dans la famille d'une victime d'inceste.
- En raison de leur fort engagement dans les quartiers, 2 personnes relais ont été cooptées comme membres du comité de développement de leur quartier et jouent efficacement le rôle de référence en matière des droits de l'enfant. C'est le cas du comité de développement de Feutap qui par l'intervention de la personne relais, la nommée Mme BOUOPMEGNE Carine, a intégré dans son programme le soutien scolaire aux enfants démunis du quartier.
- Les élèves se sont davantage approprié la problématique des droits de l'enfant et l'intègrent presque systématiquement comme sujet de sensibilisation et d'animation lors de certaines activités post et périscolaires. Par exemple, à l'occasion de la semaine d'activités marquant la commémoration de la fête nationale de la jeunesse du 11 février, il a été observé que dans tous les villages pilotes, les élèves ont placé cette problématique au centre des animations lors des soirées culturelles et kermesses (sketch, poème, quizz et jeux d'incollables...). Ceci a permis de toucher un grand nombre de personnes (parents et enfants) et d'attirer leur attention sur les comportements à risque et les valeurs positives à adopter par les parents pour prévenir les abus ou venir en aide à leurs enfants victimes.
- Lors d'une rencontre d'évaluation des actions des personnes relais, ces derniers ont relevé que le taux de déclaration des naissances s'est amélioré dans les villages du fait de la prise de conscience des parents. En plus, sous l'accompagnement des PR, ceux des 6 parents qui sont hors délais légaux de déclaration de la naissance de leurs enfants ont pris l'initiative d'entamer les procédures contentieuses d'obtention d'acte de naissance sans plus attendre l'appui financier du CIPCRE.
- Certains parents ont pris conscience du danger des arrangements à l'amiable suite aux violences sexuelles envers les enfants. En effet, on a noté que parmi les 42 cas de violences sexuelles enregistrées dans les VP, aucun n'a fait l'objet d'arrangement à l'amiable. Un cas a été tout de même camouflé par les parents.
- A la suite des ateliers avec les autorités en charge de la protection des enfants, le Délégué Régional des affaires sociales pour l'Ouest a instruit l'ensemble de ses travailleurs sociaux à adopter désormais l'approche communautaire dans leurs pratiques professionnelles, laquelle leur impose d'aller vers les populations des zones rurales et non plus les attendre simplement au bureau. Ainsi, ils ont pris la résolution d'élaborer des plans d'actions pour les descentes dans les communautés aux fins de sensibilisation, de dénonciation et d'accompagnement psychosocial des enfants victimes.
- Les membres des communautés éducatives des lycées de Bapa et Tayim à Bafoussam ont montré leur appropriation de la thématique de lutte contre les violences sexuelles à travers la conception et la présentation des sketches, chants et poèmes de sensibilisation à l'occasion d'une kermesse marquant la célébration des 30 ans de la convention internationale relative aux droits des enfants (CDE).
- Le club Fashion, créé cette année au Lycée de Bapa, qui ne se contentait que d'apprendre aux élèves à se maquiller, a revu ses objectifs grâce à une causerie éducative faite par le CIPCRE. Ainsi, les membres ont adopté pour thème « comment être belle et beau sans être extravagant » pour ne pas être exposés aux violences sexuelles. A cet effet, ils font

des sensibilisations à ce sujet à travers des défilés de mode et des conseils vestimentaires qui limitent les risques liés aux violences sexuelles du fait de l'habillement indécent.

- Grâce aux sensibilisations menées par la personne relais du quartier Feutap, les parents ont pris conscience de l'importance de la scolarisation des enfants, ce qui a contribué à l'augmentation de l'effectif dans l'école publique de ce quartier qui est passé de 80 à 106 élèves.
- Lors des Journées Villages Pilotes à Bapa, 5 parents ont témoigné que le comportement des enfants et jeunes du village a changé grâce aux sensibilisations faites par les personnes-relais, notamment à travers la baisse de la consommation des drogues et l'augmentation des rendements scolaires.
- Le nouveau sous-préfet de l'arrondissement de Bangou arrivé au lycée lors de la kermesse organisée par les élèves a pris l'engagement de faire de la protection des enfants sa priorité. Il les a ainsi invités à dénoncer auprès de ses services tout acte de violation de leurs droits.
- Victime de moqueries dans l'école publique du centre à Bapa du fait qu'il n'a pas d'acte de naissance, le petit Ndombé avait décidé de ne plus aller à l'école. Mais, grâce à la sensibilisation faite par une personne relais à ses parents, ceux-ci ont décidé d'engager la procédure de jugement supplétif et obtenu un acte de naissance pour ce dernier qui a repris fièrement le chemin de l'école et produit de bons résultats.
- Les parents s'impliquent de plus en plus dans la réhabilitation de leurs enfants victimes en prenant en charge certains frais médicaux et coût de la procédure sans toutefois attendre la contribution du CIPCRE. En effet, sur 16 cas accompagnés, 12 ont été pris en charge financièrement par les parents.
- Les chefs des juridictions à Foubot, Fouban et Bafoussam ont amené 5 collaborateurs nouvellement affectés

dans leurs services à adopter les bonnes pratiques (huis clos, écoute active, célérité...) élaborées lors des différents ateliers organisés par le CIPCRE dans 4 procédures judiciaires contre les violences sexuelles envers les enfants.

- Deux filles de 12 et 13 ans issues de familles déplacées internes ont été sauvées du mariage précoce grâce aux conseils donnés à leurs parents par le directeur de l'école Publique de Feutap et la personne relais. Ces parents avaient décidé de marier leurs filles avant de poursuivre leur fuite vers le Nigeria. Mais ils ont finalement abandonné cette idée et les 2 filles ont été confiées à une famille d'accueil, puis scolarisées.
- Du fait de la confiance qu'elles inspirent au sein des communautés, les Personnes relais sont régulièrement sollicitées par les parents pour aider à l'encadrement des enfants à comportement difficile à travers des conseils et la médiation. C'est le cas de 3 enfants qui sont sortis de la délinquance et ont pu retrouver leur stabilité psychologique.
  - Pour ce qui est des rites de veuvage :
- Lors de l'atelier d'évaluation du code coutumier des rites de veuvage à Bahouan, un chef de 3e degré du groupement Batoufam qui a assisté à cet atelier a été impressionné par le traitement humain accordé aux veuves et a sollicité que le CIPCRE fasse le même travail d'humanisation des rites de veuvage à Batoufam où les veuves subissent les pires atrocités lors des rites de veuvage.
- Des Directeurs d'écoles de nos zones d'intervention s'approprient davantage le code de bonne conduite de prévention contre les violences sexuelles envers les enfants et dénoncent les cas survenus dans leurs établissements. C'est ainsi que 4 cas ont été signalés par les directeurs de l'école publique de Bahouan centre (1), l'école de l'EEC de Bamendjo (1) et l'école catholique de Bakazou Bamendjo (2).
- Grâce aux revenus générés par leur AGR d'élevage de poulets de chair, 5 veuves de Baham ont pu payer les frais de scolarité



et acheter les fournitures scolaires de leurs enfants à la rentrée scolaire de septembre 2019. Les veuves de Tomdjo à Bafoussam génèrent régulièrement des revenus d'au moins 100 000 Frs de campagne du haricot, ce qui leur permet de faire tourner un fonds de roulement d'aide mutuelle entre elles.

- Suite à une sensibilisation des parents sur l'importance des actes de naissance, le Directeur de l'école EEC de Bamendjo a pris l'initiative d'accompagner les parents pour la constitution des dossiers d'établissement d'actes de naissance via les jugements supplétifs pour 20 de leurs enfants qui n'en possédaient pas.
- L'appropriation des changements apportés par les codes coutumiers d'humanisation des rites de veuvage dans les villages pilotes tend à se généraliser. En effet, à l'analyse des fiches d'observation des 22 cas de veuvage suivis pendant le semestre, aucune atteinte aux droits et à la dignité de la veuve n'a été enregistrée.
- Les causeries menées à Bahouoc par les Personnes relais sur comment vivre en harmonie dans un couple en vue d'éviter les rancunes qui occasionnent les violences lors des rites de veuvage a permis de réconcilier plusieurs familles et faire cesser les querelles qui présageaient déjà une situation conflictuelle lors du veuvage qui surviendrait.
- Les veuves sollicitent de plus en plus des conseils juridiques et l'orientation pour pouvoir revendiquer leurs droits. C'est le cas de 7 veuves qui ont eu le courage d'enclencher des procédures judiciaires pour être réhabilitées dans leurs droits patrimoniaux (liquidation de la communauté, jugement d'hérédité, partage, revendication des pensions retraite, litige foncier ...)
- Les ateliers au profit de tous les membres des points focaux du CIPCRE dans les villages pilotes ont permis de disséminer les connaissances sur les droits de l'enfant et ceux de la veuve auprès des personnes relais d'autres thématiques, lesquelles sont devenus à leur tour de véritables acteurs de protection des droits de l'enfant et ceux de la veuve dans leurs quartiers. C'est le cas à Baham, Bapa et Bamendjo

où les personnes relais de la coopération interreligieuse et de l'agroécologie ont fait des sensibilisations sur les rites de veuvage et les droits de l'enfant.

- 14 associations des veuves sur les 15 mises sur pied continuent de fonctionner de façon autonome et le nombre d'adhérentes augmente, ce qui montre leur engagement à vouloir prendre en main leur vie à travers l'entraide et la solidarité. C'est le cas à Baham où les veuves mènent à bien leur projet de petite ferme d'élevage de poulet de chair. Elles ont déjà fait sortir 3 vagues de poulets et la 4e vague est en cours. A Bamendjo, les veuves s'activent sur leur AGR de production de manioc qu'elles ambitionnent transformer en Gari pour maximiser les bénéfices.
- L'écho des résultats positifs de l'expérience du CIPCRE sur l'humanisation des rites de veuvage se fait de plus en plus sentir et suscite des envies d'action chez plusieurs communautés d'autres régions du Cameroun. C'est le cas des Bamilékés de la Paroisse Catholique de Dogpassi 3 à Douala qui ont sollicité un atelier d'échange avec le CIPCRE sur le processus d'humanisation des rites de veuvage afin d'avoir les arguments et outils pertinents pour pouvoir convaincre leurs chefs de village à s'engager dans cette dynamique qu'ils ont jugée salvatrice.

#### TEMOIGNAGE



**« Mon rêve est de voir les veuves mieux traitées dans la société »**

Trois autres projets ont été lancés et/ou conduits en marge des activités traditionnelles du Programme Droits Humains et Démocratie.

### 3.2. **Projet Mon action sociale contre les mariages d'enfants (MALCOME)**

D'une durée de 10 mois, le projet Mon action locale contre les mariages d'enfants (MALCOME) soutenu par l'ambassade des États Unis au Cameroun a été officiellement lancé le 30 décembre à Koutaba par une conférence de presse. Il a pour objectif global de contribuer à l'éradication des mariages d'enfants par une jeunesse structurée, citoyenne et engagée pour le développement local.



### 3.3. **Modélisation d'un système de protection de l'enfance contre les violences et abus au niveau décentralisé : Arrondissement de Yaoundé 2**

Dans le cadre de la réalisation des actions relatives à la modélisation d'un système de protection de l'enfant contre les violences et abus au niveau décentralisé,

- 100 pairs éducateurs et 25 leaders de clubs ont été formés sur la prévention des violences, l'identification et l'orientation des cas vers les services de prise en charge.

- Environ 53 820 parents, jeunes et enfants ont été sensibilisés dans les quartiers à travers 1753 causeries éducatives réalisées par les pairs éducateurs sur la prévention des violences envers les enfants et l'orientation vers les services de prise en charge.

- 9 117 élèves ont été sensibilisés sur les Violences de Genre en Milieu Scolaire (VGMS) à travers 303 actions de sensibilisation menées par les leaders de clubs formés

- 216 actions de sensibilisation des

équipes éducatives ont été organisées dans les établissements scolaires sur la protection des droits de l'enfant

- 127 cas de violences, d'abus et de négligence ont été identifiés par les animateurs et les pairs éducateurs dans les quartiers dont 73 cas de violences sexuelles (64 filles et 09 garçons) et 54 cas de violences physiques et négligence (30 filles et 24 garçons)

- 114 enfants ont bénéficié de la prise en charge dont 56 sur le plan médical ; 14 sur le plan judiciaire ; 26 en appuis nutritionnels/ hébergement/ vêtements d'urgence ; 10 sur le plan psychologique ; 31 en réinsertion scolaire et 09 pour l'insertion socio professionnelle.

- Pour 30 enfants, soit 26 % du total des enfants pris en charge, les parents ont montré leur sens de responsabilité en prenant l'initiative de l'accompagnement de leur enfant victime

### 3.4. **Projet de Renforcement du système de l'enfant et promotion des compétences de vie courante chez les jeunes et adolescents en milieux scolaire et extrascolaire de l'Arrondissement de Yaoundé 2 (RESPEC-VIE)**



Les résultats atteints dans le cadre de ce projet au 31 décembre 2019 sont les suivants :

- 45 pairs éducateurs formés sur la parentalité positive soit 24 hommes et 21 femmes animent la veille citoyenne dans les quartiers

- 5979 parents ont été sensibilisés au sein des communautés soit 1018 hommes,

3036 femmes, 394 garçons et 503 filles

- 326 enfants victimes de violences ont été identifiés, soit 191 filles et 135 garçons

- 170 enfants parmi les 326 ont reçu une assistance psychologique, scolaire, nutritionnelle, médicale et socioprofessionnelle;

- 430 encadreurs de la communauté éducative ont été sensibilisés

- 4930 élèves ont été capacités sur les compétences de vie courante soit 2788 filles et 2142 garçons
- 608 élèves (218G, 390F) du secondaire

se sont fait dépister volontairement du VIH à la suite des sensibilisations dans le cadre de la campagne Ecole sans VIH/SIDA

#### 4. Education globale dans les Etablissements scolaires

Pour atteindre l'objectif d'amener les différentes composantes sociales à s'épanouir dans le respect de l'autre et de leur environnement au sein des établissements scolaires partenaires, des actions significatives ont été menées. Il en va ainsi de l'appui à l'éducation relative à la préservation de l'environnement dans les établissements scolaires avec l'organisation des sessions de formation sur la création et la gestion des jardins biologiques, la gestion et la création des espaces verts, la gestion des ordures scolaires et les changements climatiques au profit des membres des communautés éducatives. Des appuis leur ont été en outre apportés pour mettre en pratique les acquis des formations reçues et des synergies ont été développées

avec les autres acteurs du monde scolaire.

La promotion de la non-violence au sein des communautés éducatives s'est articulée autour de 2 points : l'organisation des ateliers de formation sur la non-violence avec les PR au profit de 1000 élèves des établissements scolaires partenaires et sur la non-violence avec les PR au profit 40 enseignants dans les établissements partenaires.

Quant à la promotion du vivre-ensemble au sein des établissements scolaires, elle a essentiellement consisté en l'organisation des causeries éducatives au profit de 800 élèves et enseignants sur des sujets en lien avec les religions et le vivre ensemble, le radicalisme religieux, les préjugés et leurs conséquences.



Formation des membres de la cellule de veille et de suivi de l'environnement scolaire

La promotion de la participation citoyenne des jeunes en milieu scolaire s'est déployée autour de l'organisation de sessions de formations au profit de 300 élèves sur le plaidoyer et le lobbying pour leur permettre de participer activement aux différentes instances qui gèrent les établissements scolaires (gouvernements d'enfants, les coopératives scolaires, les clubs, les conseils d'établissements, etc.), des sessions de formations au profit des élèves sur les techniques de communication pour leur permettre de participer activement à ces

instances, et des séances de sensibilisations sur le respect du bien public.

Pour contribuer à la réalisation des droits des enfants à risque et victimes de violences au sein des établissements scolaires, nous avons organisé des séances de sensibilisation et de formation sur le cadre juridique de prévention et de lutte contre les discriminations sexistes et les abus sexuels sur les enfants au profit des élèves et enseignants, des campagnes de vulgarisation du code de bonnes conduites dans les établissements scolaires et référé au

Programme Droits Humains et Démocratie les enfants victimes de violences sexuelles et de discriminations sexistes identifiés dans les établissements scolaires.

**A la faveur des actions réalisées,**

- L'inspecteur de l'Education de Base de Mbouda et son staff administratif ont identifié un ensemble de thèmes portant sur « L'aide directe aux enfants victimes de violence », « Le respect de la dignité humaine », « La transparence », « La démocratie, la paix, justice et solidarité ». Ils ont instruit leurs collaborateurs d'en faire des sujets de sensibilisations dans leurs établissements et de leur faire tenir les rapports dans les délais.
- L'inspecteur de l'Education de Base de Bangou après avoir visité l'école pilote de Djeukou et pris connaissance des activités que le CIPCRE y mène en matière de préservation de l'environnement, a sollicité et obtenu l'organisation d'une formation sur la fabrication de l'engrais organique (Biochar) au profit des représentants d'élèves et enseignants des différentes écoles de sa circonscription.
- Lors des Journées Portes-Ouvertes, chacun des trois établissements (Lycée technique de Bahouan, Lycée technique de Bamendjo et CETIC de Medjo), a eu un stand CIPCRE animé par les élèves et dont l'objectif était de présenter au public (élèves, parents, enseignants, autorités traditionnelles et administratives) les acquis des activités avec le CIPCRE. A cette occasion, les produits issus des jardins biologiques (Laitue, céleri, morelle noire...) ont été appréciés et achetés en totalité par les visiteurs.
- A travers la police verte dans les écoles primaires, les enfants se sont sentis responsabilisés et ont mieux contrôlé la gestion des ordures à travers des sensibilisations et des veilles permanentes auprès de leurs camarades sur le tri des ordures.
- Dans les 05 écoles primaires pilotes accompagnées par le CIPCRE, le Code de bonne conduite a été lu et approuvé par les élèves, enseignants, parents et vendeurs, ce qui a permis de développer un esprit favorable à la réalisation des droits des enfants. Les directeurs d'école sont désormais plus ouverts à toutes initiatives de sensibilisation des enfants, les enseignants quant à eux organisent régulièrement des séances de causeries spécialisées au profit des enfants pré-pubères et pubères. Quant aux élèves, ils développent de plus en plus des compétences de vie courante (réflexes d'auto protection, dénonciations systématiques, éducation par les pairs, etc.)
- L'utilisation du jardin biologique comme support pédagogique se systématise davantage dans les établissements scolaires partenaires. Ainsi l'enseignant d'éducation à la citoyenneté du CETIC de Medjo se sert du jardin biologique comme exemple pour mieux expliquer la leçon sur le droit à la protection de l'environnement aux élèves des classes de quatrième année maçonnerie, électricité et secrétariat comptable.
- L'utilisation des engrais organiques dans les activités agricoles commence à s'étendre au-delà des établissements scolaires pilotes pour intéresser d'autres établissements scolaires à l'instar du Lycée de Poumze, qui, sous l'initiative de son Proviseur s'est engagé dans la fabrication et l'utilisation du biochar. En soutien aux activités agricoles de leurs parents, des élèves comme ceux de l'école pilote de Mbouo-Bandjoun fabriquent à domicile leur propre compost.
- L'E.P de Djeukou, et l'E.P de Poumze ont remporté le premier prix respectivement à l'issue des défilés du 11 février et du 20 mai 2019 grâce aux produits issus de leurs jardins scolaires biologiques qu'elles ont présentés et aux pancartes de sensibilisation sur les droits de l'enfant, la non-violence et le vivre ensemble en milieu scolaire qu'elles ont brandies au cours de ces défilés.
- Pour la continuité du travail fait avec le CIPCRE, le Lycée Technique de Bamendjo, a recruté un temporaire qualifié pour l'entretien (taille, désherbage) pendant la période des vacances.
- Les jardins biologiques sont fonctionnels dans l'ensemble des 08 établissements pilotes parmi lesquels deux assurent de manière autonome la pérennité de leurs jardins. Il s'agit du CETIC de Medjo (Baham) et de l'EP de Djeukou (Bapa), qui utilisent l'argent issu de la

vente des produits du jardin biologique pour renforcer le matériel de jardinage (houe, machette, arrosoir) et acheter de nouveaux plants pour la continuité des activités du jardin.

- Après l'évaluation harmonisée organisée dans les 5 écoles primaires pilotes par le CIPCRE sur les activités menées tout au long de l'année, les résultats ont montré que des 389 élèves évalués, 145 filles sur 198 et 136 sur 191 se sont effectivement approprié le projet.
- Lors des Journées Villages Pilotes 2019, 120 élèves interrogés dans les écoles publiques de Bapa-Djeukou et de Bahouoc ont témoigné que les jardins biologiques et les espaces verts constituent des cadres d'apprentissage pratique et d'assimilation des leçons notamment de mathématiques et de sciences d'observation.
- A l'école publique de Bahouoc, environ 10 élèves de classes de SIL et CP ont cité avec beaucoup d'assurance les comportements qu'ils adoptent face à un prédateur sexuel. Une élève de CM2 de cette école a dénoncé un jeune homme de Bangangté qui venait laver sa moto à la rivière du village et en profitait pour harceler et essayer d'abuser les enfants présents sur les lieux.
- Les enseignants et élèves se sont tellement bien approprié les techniques de création des espaces verts qu'ils ont mis en place une pelouse d'une superficie d'environ 50m<sup>2</sup> qui est actuellement utilisée comme terrain de gymnastique.
- Au CETIC de Medjo, une élève formée en leadership et en sa qualité de déléguée, a entrepris un plaidoyer auprès de l'administration scolaire en faveur de ses camarades pour obtenir des ordinateurs en vue de préparer leurs examens de fin d'année en secrétariat comptable. L'administration ne disposant pas d'ordinateurs, a contacté des structures qui leur ont permis d'effectuer des stages d'imprégnation.
- Les responsables des activités post et périscolaires des 3 établissements secondaires partenaires à Baham, Bahouan et Bamendjo témoignent que les activités que mène le CIPCRE au sein de leurs établissements ont rendu plus vivants

les clubs. C'est ainsi que le club journal, le club théâtre et des élèves volontaires du lycée technique de Bamendjo ont offert à la communauté éducative une soirée culturelle autour des scènes de théâtre, des conférences débats, des articles de journal et des poèmes sur la tolérance et le vivre-ensemble pour célébrer la Journée Internationale de la Tolérance du 16 novembre.

- Au CETIC de Medjo, aux Ecoles Publiques de Djeukou et de Batoussop, 25 élèves volontaires dont 6 filles ont témoigné leur intérêt pour les jardins biologiques en s'engageant volontairement pour stocker de l'eau et arroser les plants du jardin scolaire pendant les congés de Noël.
- Dans l'ensemble des établissements scolaires pilotes, on note de plus en plus une prise en compte du genre dans le processus de mise en place des leaders. Actuellement, 40% des postes de responsabilités sont occupés par les filles qui l'assument avec efficacité.
- Tous les chefs d'établissement partenaires du CIPCRE s'approprient davantage le projet d'éducation globale à travers une implication personnelle (mobilisation des élèves et enseignants, participation aux sessions de formation, sensibilisation des parents) dans toutes les activités et l'inscription d'un point permanent relatif aux activités menées avec le CIPCRE à l'ordre du jour des réunions périodiques de l'APEE.

### TEMOIGNAGE



**« On n'observe plus la récurrence des bagarres chez les élèves »**

## II. L'ANNEE 2019 AU CIPCRE-BENIN

Le CIPCRE-Bénin a mis en œuvre cinq principaux projets : le Projet PadaClim-Bénin, le Projet D18 0117 011/Educape-Donga, le Projet D19 0117 003 Educape-Bongou, le Projet A-BEN-07/2017 ProFIL-Enfants et les Projets et actions en partenariat avec d'autres organisations (Projets satellites).

### 2.1. «Projet d'appui à l'Adaptation aux Changements Climatiques dans l'Ouémé et la Donga, au Bénin, 2ème phase (PAdaClim-Bénin II)»

Avec pour objectif global de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) du Bénin par la réduction de la vulnérabilité des populations aux effets néfastes des changements climatiques,

PAdaClim II a axé ses interventions autour de trois axes principaux : l'agroécologie et l'entrepreneuriat agricole, l'approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement et la promotion du développement local.



Mesures GDT mises en œuvre par un cultivateur à Kom'dè/Ouaké (au Bénin) : paillage, rotation, compost, semence certifiée

Le premier axe qui a pour objectif spécifique d'amener les producteurs locaux à assurer leurs rendements grâce à des systèmes de culture résilients et durables s'est déployé autour du renforcement des capacités des producteurs/trices agricoles sur les mesures d'ACC/GDT avec un accent sur les filières prioritaires des PDA 4 et 7 ; l'appui des producteurs agricoles pour la mise en œuvre des dites mesures ; le soutien des producteurs/trices dans l'intégration et la diversification de leurs activités agricoles à travers le renforcement des systèmes d'élevage et/ou de pisciculture ; l'appui des producteurs

agricoles pour la professionnalisation des exploitations ; le soutien de la mise en place de microentreprises agricoles (plantations individuelles, pépinières locales, production d'alevins, production de provende, etc.) ; l'appui pour la promotion de l'entrepreneuriat agricole des jeunes et la facilitation de l'accès aux crédits agricoles.

Les changements induits perceptibles induits auprès des bénéficiaires ont été, entre autres :

- L'utilisation ou l'application des mesures de Gestion Durable des Terres et/

ou d'Adaptation aux Changements Climatiques à l'instar des systèmes de cultures résilients comme le paillage, l'adoption des variétés de maïs à cycle court, l'utilisation des bio-pesticides, l'assolement / rotation des cultures, l'utilisation des légumineuses arbustives et herbacées au niveau de chaque exploitation agricole et surtout l'utilisation des légumineuses herbacées et arbustives pour la restauration des sols dégradés ;

- la diversification des systèmes de production et l'intégration de la pisciculture et l'élevage dans les agrosystèmes. Soixante-quatre (64) producteurs dont vingt (20) femmes ont ainsi démarré des systèmes d'élevage améliorés. Les races et/ou espèces concernées sont le porc dans le village de Késsounnou, le lapin de race Hyla, la race Djallonké de caprin dans le Village de Houèdo-Wo, la race Djallonké d'ovins et de caprins dans Gnanhouizounmè. Ces producteurs mettent en œuvre des mesures d'adaptation à savoir (réalisation d'enclos d'élevage adaptés et bien aérés, le recours aux vétérinaires, les compléments alimentaires (son de soja, fanes de maïs, coques d'arachide, etc.) la mise en quarantaine des animaux malades, la mise en œuvre des mesures de prophylaxie, l'intégration agriculture-élevage.
- L'installation de certains groupes de pêcheurs/pisciculteurs qui deviennent progressivement autonomes. Ainsi, soixante-douze (72) producteurs dont treize (13) femmes organisées en vingt-six (26) groupes solidaires ont démarré la pisciculture dans les VP de Késsounnou, Houèdo-Wo et Gnanhouizounmè,
- la mise en application des formations reçues sur l'Ecole de l'Entrepreneuriat Agricole à travers l'enregistrement des recettes et des dépenses effectuées par certains producteurs dans la conduite de leurs exploitations agricoles ;
- la prise de conscience des producteurs sur

l'utilité des coopératives notamment dans le VP Kom'dè avec la mise en place de la Coopérative Villageoise des Eleveurs de Ruminants de Kom'dè.

Le deuxième axe a pour objectif spécifique d'amener 500 ménages à avoir un accès durable et sûr à l'eau et à l'assainissement et d'appliquer les principes d'hygiène de base (pratiques WASH) sous leur propre responsabilité. Il s'est articulé autour de la sensibilisation (IEC) des communautés pour l'approvisionnement en eau de boisson au niveau des sources d'eau potables et sur l'hygiène de l'eau ; de l'appui pour le traitement de l'eau de boisson dans les hameaux ne disposant pas de sources d'eau potable, pour l'installation et l'utilisation du dispositif de lavage des mains dans les villages, pour la gestion des déchets dans les ménages et l'installation des latrines familiales à Kom'dè centre.

#### **Les effets directs spécifiques identifiés se déclinent comme suit :**

- la prise de conscience sur l'importance de la consommation de l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement ;
- la mise en œuvre de connaissances pratiques en vue de l'assainissement du milieu ;
- la consommation d'eau potable ;
- le nettoyage des maisons et la gestion efficace des ordures ;
- l'adoption de dispositifs simples de lavage des mains.

Le troisième axe a pour objectif spécifique d'amener les comités de développement villageois à s'impliquer activement dans l'élaboration du développement local. Pour ce faire, nous avons renforcé les capacités des CDV et CV pour leur participation à l'action publique locale ; accompagné les membres des CDV et CV dans les VP dans la planification et la gestion du développement local ; promu les foyers économiseurs d'énergie ; appuyé la gestion participative

des forêts communautaires à enjeux et promu l'hygiène publique dans les VP (mise en œuvre d'une stratégie en bonne et due forme, y compris lavage des mains dans les lieux publics tels que les écoles, les marchés, places publiques.

**Les effets spécifiques identifiés sont les suivants:**

- la mise en place des Comités de Développement Villageois au niveau de

chaque VP et leur implication de plus en plus significative dans le développement local à travers des initiatives en direction de l'administration locale et en faveur de leur village ;

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'Action au niveau de chaque CDV ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie d'hygiène publique au niveau de chaque VP.

### TEMOIGNAGE



Alidou Sanni

jeune agriculteur et éleveur du VP de Kom'dè

**« J'ai fait un chiffre d'affaire de plus de FCFA 2 500 000 des moutons grâce aux mesures prophylactiques et obtenu de bons résultats grâce à l'utilisation du compost dans mon champ de maïs »**

### TEMOIGNAGE



Victor Affodi

habitant du hameau Wô-Dodji

**« Le semis étalé dans le temps nous permet de ne pas perdre toute une production lors d'une inondation au niveau des exploitations et de récolter de façon progressive »**

## 2.2. Projet D18 0117 011/Educape-Donga « Education et Protection des Enfants des familles vulnérables dans la Donga (EDUCAPE-Donga) »

L'objectif du projet est le suivant : Les enfants, notamment les filles des Communes de la Donga ont un meilleur accès à l'éducation et sont mieux protégés sur le plan familial et institutionnel contre les abus sexuels et autres violations de leurs droits. Cet objectif comprend trois objectifs spécifiques.

Le premier est ainsi formulé : Les enfants connaissent leurs droits et devoirs, les risques

auxquels ils sont exposés et œuvrent pour leur autoprotection. Pour atteindre cet objectif, cinq actions ont été réalisées : organisation des séances de formation au profit des élèves pairs éducateurs (PE) ; organisation des séances de formation au bénéfice des pairs éducateurs du milieu d'apprentissage ; organisation (avec la participation des PE) des séances de sensibilisation (IEC) des enfants des milieux scolaires et d'apprentissage



à divers niveaux ; appui aux initiatives des enfants PE du milieu scolaire et du milieu d'apprentissage des 4 communes du Projet (initiatives de sensibilisation, de dénonciation et d'appui-accompagnement de leurs pairs) ; organisation des séances socio-éducatives sur les valeurs sociales et culturelles favorisant la protection des enfants contre les abus divers et appui logistique aux enfants en situation difficile ou à risque d'abus.

Les effets induits par les actions réalisées sont les suivants :

- Cent cinq (105) Pairs Educateurs scolaires ont pris l'initiative de sensibiliser deux mille cinq cent soixante-quatre (2 564) élèves dont 644 filles sur les conséquences des abus sexuels et les bons comportements à adopter pour les éviter.
- 140 élèves formés "pairs éducateurs" (dont au moins 70 filles) ont sensibilisé 2.000 de leurs pairs, dénoncé les cas d'abus (abus sexuels, maltraitance, déplacement illicite, situation de traite...) survenus dans leurs milieux et orienté leurs camarades victimes.
- Près de 75% des 77 filles formées ont sensibilisé leurs pairs sur les conséquences des abus sexuels et la traite, les bons comportements à adopter pour achever leur cursus sans abus. Les initiatives de ces PE ont permis de sensibiliser au total 2564 élèves.

L'objectif spécifique 2 stipule : Les parents et les éducateurs, assument pleinement leurs responsabilités vis-à-vis des enfants et leur assurent un environnement de plus en plus protecteur. Les actions mises en œuvre dans le cadre de cet objectif sont les suivantes : identification des nouvelles familles et des formateurs-relais ; organisation des séances de sensibilisation des parents sur leurs responsabilités ; appui technique, matériel et financier aux familles démunies pour la mise en œuvre des activités génératrices

de revenus ; accompagnement les établissements scolaires dans l'application régulière et soutenue de la Charte de Bonnes Pratiques (CBP) dans les quatre communes du Département de la Donga ; organisation des formations des maîtres artisans relais pour la sensibilisation de leurs pairs et appui des initiatives des maîtres artisans relais pour leur sensibilisation et pour le respect des droits des apprentis.

Comme effets induits, on a noté :

- A l'occasion de la 2ème session du CDPE-Donga, les acteurs ont formulé une recommandation à l'endroit de la DDEMP et de la DDESTFP, aux fins d'amener chaque enseignant à signer une charte dans laquelle il prend l'engagement de ne pas abuser sexuellement des apprenants.
- Désormais, les maîtres artisans refusent de recruter des enfants de moins de 14ans comme apprentis
- la multiplication des dénonciations des cas de violation des droits des enfants par les communautés qui jadis, préféraient des règlements à l'amiable ;
- le renforcement de la synergie de plus en plus agissante des acteurs de promotion et de protection des enfants dans les quatre (4) communes d'intervention du projet. Par exemple, près de la moitié des cas d'abus enregistrés par CIPCRE, a été gérée au niveau des commissariats (16/33 cas). A travers des actions conjointes et multi acteurs dans le cadre la MIR 2019, les leaders religieux, les autorités à divers niveaux et les OSC se sont mis ensemble pour des tournées de sensibilisation dans les lieux de culte et des CEG.

L'objectif spécifique 3 s'énonce ainsi : La communauté et les institutions locales fonctionnent au mieux de l'intérêt des enfants dans les 4 Communes cibles du projet. Pour y parvenir, cinq actions ont été menées : organisation des sessions de formation

des relais communautaires (membres des comités de veille, les conseillers villageois, leaders et correspondants des communautés de foi) ; organisation des campagnes de mobilisation interreligieuse (MIR) pour faire sensibiliser les fidèles d'une part et d'autre part, faire des plaidoyers dans le sens de la protection des enfants ; appui-accompagnement aux enfants victimes d'abus sexuels et de diverses formes de traite ; appui au fonctionnement professionnel des Comités Communaux de Protection de l'Enfant (CCPE) dans une approche intégrée de prise en charge des victimes d'abus sexuels et de traite et le plan média.

En termes d'effets, on a relevé ce qui suit :

- Les membres des quatre (04) Comités Communaux de Protection des Enfants ont mis en œuvre chacun un plan d'action commun avec une forte connotation Mobilisation Inter Religieuse 2019. Deux forums WhatsApp ont été créés dans ce cadre dont un est d'envergure nationale (Campagne MIR/CIPCRE et Leaders

Religieux) et l'autre au niveau de la commune de Djougou (Je protège les enfants).

- En collaboration avec l'ONG CARE International Bénin Togo, un 3ème forum a été créé pour la gestion efficace et efficiente des cas de violation des droits des enfants en particulier des filles et des femmes : "Alerte VBG". Par ce forum, tous les cas ont été gérés de manière conforme à la réglementation.
- La collaboration entre les agents de l'Office de Central de Protection des Mineurs dans la Commune de Djougou et les autres acteurs de la chaîne de protection a fait évoluer la gestion des cas d'abus sexuels et de traite des enfants ; les conseillers villageois et Chefs de Village ne règlent plus d'office tous les cas d'abus sexuels qui leur sont soumis. Ils savent par exemple que les cas de viol, d'enlèvement et séquestration ne peuvent être réglés sans les Officiers de Police Judiciaire.



Appui financier aux parents pour mener des AGR

### 2.3. **Projet DI9 0117 003 Educape-Borgou : Education et Protection des Enfants des familles vulnérables dans le Borgou (EDUCAPE-Borgou)**

Le projet EDUCAPE-Borgou est exécuté dans le Département du Borgou, située au nord-est du Bénin, avec pour zone de concentration, les communes de Tchaourou, Parakou, N'Dali et Pèrèrè. Les activités n'ont démarré qu'à partir du mois

d'octobre par l'atelier de mise en route du projet, l'identification des familles démunies, des enfants vivant loin de leurs parents, l'organisation et la tenue des Assemblées villageoises d'informations et d'échanges.



Leaders religieux sensibilisant les élèves sur l'autoprotection contre les abus sexuels

### 2.4. **Projet A-BEN-07/2017 ProFIL-Enfants : Projet de renforcement des Familles et des Institutions Locales pour la protection des Enfants contre les abus sexuels et diverses formes de Traite au Bénin (ProFIL-Enfants)**

27

Avec pour objectif global de contribuer à la réduction des abus sexuels et diverses formes de traite à l'égard des enfants au Bénin, ProFIL-Enfants s'articule autour de deux objectifs : (1) Les enfants, notamment les filles des communes de concentration du projet, connaissent leurs droits et devoirs, la santé sexuelle, les risques auxquels ils ont exposés et les plus vulnérables parmi eux bénéficient de mesures de protection appropriées ; (2) La généralisation des Bonnes Pratiques est effective et d'autres acteurs institutionnels nationaux fonctionnent au mieux de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Dans le cadre du premier objectif, nous avons organisé des séances de sensibilisation des enfants à divers niveaux ; appuyé les initiatives des enfants PE du milieu d'apprentissage ; apporté un appui à 300 enfants en situation de risques ; appuyé techniquement les communes bénéficiaires

du Projet en vue de la mobilisation des ressources financières ; organisé des actions de plaidoyer pour la mise en place des CCSCPE/CCPE dans les 2 nouvelles Communes et la restructuration des CCSCPE/CCPE des anciennes Communes ; apporté des appuis techniques pour l'organisation dans chaque Commune d'un atelier d'élaboration du plan d'action annuel et pour la mise en œuvre des activités significatives du plan d'action annuel de chaque CCSCPE/CCPE.

Grâce aux actions menées:

- Le nombre moyen par commune de grossesses précoces, d'abus sexuels et d'abandons a diminué de 40 %.
- 200 enfants (dont au moins 100 filles) des familles démunies des 5 Communes rurales et 100 enfants (dont au moins 50 filles) vivant loin de leurs parents échappent aux abus divers et au moins 225 parmi

ces enfants évoluent normalement dans leur cursus scolaire ou d'apprentissage.

- Les CCSCPE/CCPE des 6 Communes de concentration exécutent chaque année un plan d'actions commun assorti de résultats et effets concrets en faveur de l'enfant (actions communes de prévention, conférences de cas, nombre de cas ayant bénéficié de prise en charge intégrée, etc.).

Pour atteindre le deuxième objectif, nous avons organisé des séances de formation au profit des acteurs clés, des élèves pairs éducateurs et des enseignants relais ainsi que des visites de supervision et de suivi dans chacun des 8 départements ; des Plaidoyers en direction des acteurs de la chaîne judiciaire pour le renforcement de la répression des auteurs d'abus sexuels sur mineurs et une série de plaidoyers au niveau de l'Etat central (Ministères de la Famille, de l'Intérieur, de la Défense et de la Santé) pour la mise à disposition de ressources financières aux services déconcentrés de l'Etat (CPS, OPJ, Centre de Santé...) et pour l'instauration d'un fonds FADeC affecté à la protection de l'enfant. Nous avons contribué aux différents plaidoyers et actions initiés par le ReSPESD à divers niveaux ; organisé des actions de renforcement de la conscience et des capacités des futurs professionnels ; élaboré un plan média (TV, Radio, presse écrite, presse cybernétique, matériels didactiques) ; organisé la capitalisation des expériences

acquises, conçu et animé un dispositif de suivi-évaluation et de rapportage.

Les effets observés à la suite de la mise en œuvre de ces actions se déclinent ainsi qu'il suit :

- A l'occasion de la CDE, plus de 800 enfants dont environ 500 filles ont fait un plaidoyer en direction du Président du tribunal de Porto-Novo pour l'évolution des dossiers judiciaires et la cessation de la double-victimisation dont ils sont victimes parfois l'objet lors des plaidoiries
- 352 comités de veille mis en place dans les établissements scolaires ont pris des engagements dans la lutte contre les abus sexuels.
- des engagements ont été pris par les acteurs de la chaîne judiciaire pour le renforcement des capacités des OPJ et un meilleur appui-accompagnement juridique des cas d'abus sexuels qui seront présentés à leur juridiction ;
- le Comité Technique Multi-acteurs et multisectoriel (CTM) chargé de conduire le plaidoyer pour l'instauration du fonds FADEC-Enfants a tenu son atelier d'élaboration du plan de plaidoyer (sous l'animation technique de la CONAFIL et de la POGL) ;
- GiZ/PDDC a donné son accord pour un accompagnement technique à travers 2 consultations pour réaliser l'état des lieux et finaliser le plan de plaidoyer.



Mobilisation interreligieuse sur la responsabilité parentale

### TEMOIGNAGE



SGA, Mairie de Porto-Novo

**«C'est grâce au CIPCRE-Bénin que la municipalité de Porto-Novo s'est alignée dans la droite ligne de la politique de protection des enfants»**

## 2.5. Projets et actions en partenariat avec d'autres organisations (Projets satellites)

Cinq projets/actions ont été réalisées en partenariat avec d'autres organisations notamment, Microprojet avec MdM-CH ; « Renforcement de l'environnement protecteur des femmes et des enfants surtout des jeunes filles, contre le trafic, l'exploitation économique et les violences diverses dans la commune de Ouaké (Département de la Donga) soumis dans le cadre du projet « Partenariat Contre le Trafic, l'Exploitation des Enfants et les Violences faites aux Filles et aux Femmes (PACTE pour les Enfants et les Femmes) au Bénin » de CARE Intl Bénin/Togo ; « Programme de protection des enfants et jeunes en mobilité dans les

départements de l'Ouémé, du Littoral et de l'Atlantique (Programme BJ 1838) initié par EDUCO en collaboration avec 5 ONG partenaires (AFDB, ASSOVIÉ, CIPCRE-Bénin, IFMA et SONAGNON) ; « Microprojet d'amélioration de l'accès des populations des zones défavorisées aux services sociaux communautaires de base par la participation citoyenne dans les communes d'Adjohoun et de Dangbo » dans le cadre de la composante 2.2 du RePASOC mise en œuvre par la GiZ/PDDC et le Camp de l'Eveil du Leadership et de l'Entrepreneuriat Féminin du Bénin (CELEF-Bénin)



**Remise au Maire de Dangbo d'un Mémorandum d'entente proposé par les OSC/OCB pour une gouvernance participative**

Pour les projets qui viennent de démarrer comme pour ceux dont la mise en œuvre remonte à quelques années, ils sont animés par la même lame de fond : contribuer aux initiatives prises par des organisations sœurs

en vue du renforcement de la synergie d'actions au profit d'une société sans violence pour le mieux-être des populations défavorisées en général et en particulier des enfants et des femmes.

# III. NOS RESSOURCES ET STRATEGIES

## I. Nos ressources humaines

Elles comprennent l'ensemble du personnel du CIPCRE au Cameroun et au Bénin.

### 1.1. CAMEROUN

No	NOMS ET PRENOMS	SEXE	FONCTIONS
1	KENMOGNE Jean-Blaise	M	Directeur Général
2	FONSSI Eugène	M	Coordonnateur 2CD
3	FOKA SIMO Mathieu	M	Directeur National
4	NDE Jean Daniel	M	Animateur PAEPEN
5	MME TIEME née Fenmeni Marisette	F	Secrétaire DN
6	AZEBAZE Alphonse	M	Coordonnateur PAEPEN
7	DJANTU FOWE Arnaud	M	Comptable
8	TAKOUGOUM ZOKOU Justin Claude Ange	M	Intendant
9	SIKATI Léopold	M	Coordonnateur CESATT
10	TEKAM Jeanne Désirée	F	Coordonnatrice PEGES
11	MESSE A BESSONG Georges	M	Animateur PDHD
12	DONFACK NOMENY KEATSOP Alex	M	Animateur PEGES
13	NOUMBOU MAHGNE Pélagie	F	Coordonnatrice PPPC
14	SIMEU Estelle Clarisse	F	Animatrice 2CD
15	KOULEHO TSAPTI Sylvestre	M	Responsable SAF
16	HAPPI NOUDJEPME Judith Michaelle	F	Animatrice PDHD
17	ANOUGUE TIALEFACK Amavi De fer	M	Animateur PPPC
18	KANA Christelle	F	Animatrice PEGES
19	TATA Yanith	M	Coordonnateur SETEM
20	OKO'O Amélie Séraphine Nicole	F	Assistante sociale Projet UNICEF
21	MENOM Choisile	F	Assistante sociale Projet UNICEF
22	KEMDA TONLE Evie Carole	F	Coordonnatrice des sensibilisations projet UNICEF
23	WEKETIA Paul	M	Coordonnateur des sensibilisations Projet UNICEF
24	NEKAME Christance	F	Secrétaire du DG
25	NEGUEM Roger	M	Chauffeur
26	DJOUFO Edouard	M	Chauffeur
27	TCHINDA Sylvestre	M	Chauffeur
28	KUATE Fred	M	Chauffeur
29	TEKAM TAGNE Siméon	M	Agent d'entretien
30	KEMDJO GATCHUENG Serges	M	Agent d'entretien
31	MOMO KAMDEM Wilson	M	Vigile
32	POUGNONG Fabien	M	Vigile
33	ETEKELE Bernadette	F	Agent d'entretien
34	MAGNE Marie	F	Agent d'entretien
35	KAMMOE Samuel	M	Chauffeur
36	TAGNE BOULENOU Vincent	M	Vigile
37	TCHEUTCHOUA CHETCHEU Brice	M	Vigile
38	TAGNE SIMO Helvice	M	Vigile

## 1.2. BENIN

No	NOMS ET PRENOMS	SEXE		FONCTIONS (POSTES ACTUELS)
		F	M	
1	ABDOULAYE Abibou		1	Assistant Technique en Travail Social (ATTS) et <b>Responsable du site de Parakou (RS/Parakou)</b>
2	ABDOULAYE Imourana		1	Assistant Technique en Travail Social/Antenne Nord <b>(ATTS/AN)</b>
3	AGWU Rose Aude	1		Assistante Technique en Droits Humains, Responsable du site 4 / Porto--Novo et autres Communes/ <b>(ATDH)</b>
4	AHLONSOU Casimir		1	Chargé des Finances et de la Comptabilité <b>(CFC)</b>
5	AIVODJI DAKPOGAN Clarisse	1		Secrétaire Administrative <b>(SA)</b>
6	ALI AGBADE T. Baroukatou	1		Animatrice Spécialisée en Mobilisation Sociale/Antenne Nord, Responsable du Site de Bassila <b>(ASMS / Bassila)</b>
7	AMOS Thimotée		1	Veilleur de nuit/Antenne Nord <b>(VN/AN)</b>
8	ANIOUVI ZOSSOU Lucie	1		Coordonnatrice Champ d'Action 5 <b>(C/CA5)</b>
9	AROUNA Tawfic		1	Animateur Spécialisé en Mobilisation Sociale <b>(ASMS)</b>
10	ASSOGBA Thierry		1	Coordonnatrice Champ d'Action 2 <b>(CA2)</b>
11	ASSOGBA Victor		1	Conducteur Véhicule Administratif <b>(CVA/PDH)</b>
12	ATEGBO Malvina		1	Conducteur Véhicule Administratif <b>(CVA/PDH)</b>
13	ATODJINOUS Mathias		1	Conducteur de Véhicule Administratif <b>(CVA/PPE)</b>
14	AVOCE Jacob		1	Veilleur de nuit <b>(VN)</b>
15	AZANDEDJI Honorine	1		Secrétaire/Caissière <b>(S/C)</b>
16	BAKPILAN Akéwé		1	Assistant Technique en Mobilisation Sociale/Antenne Nord, Responsable du Site de Ouaké <b>(ATMS/Ouaké)</b>
17	BARKA Chabi		1	Délégué d'Antenne Nord <b>(DA)</b>
18	BOCCO Aline Obossi	1		Assistante Technique en Mobilisation Sociale/Antenne Nord, Responsable du Site de Djougou <b>(ATMS/Djougou)</b>
19	BODJRENOU Cédric R.		1	Animateur Spécialisé en Adaptation aux Changements Climatiques <b>(AS/ACC)</b>
20	BONI Thomas		1	Secrétaire-Caissier <b>(SC)</b>
21	BONOU Florent		1	Assistant Technique en Mobilisation Sociale, chargé de la coordination du projet ProFIL-Enfants <b>(ATC/ProFIL)</b>
22	BOTON Samuel		1	Technicien de surface <b>(TS)</b>
23	DAFIA SACCA Adam		1	Agent Polyvalent
24	DJOSSOU KOUTANGNI Igore	1		Coordonnatrice Champ d'Action 3 <b>(C/CA3)</b>
25	DOSSOU Chirac		1	Responsable du Bureau Administratif et Financier <b>(R/BAF)</b>
26	DOSSOU Gautier		1	Conducteur de Véhicule Administratif <b>(CVA)</b>
27	GOUROUBERA Nicole	1		Animatrice Spécialisée en Mobilisation Sociale <b>(ASMS)</b>
28	HOUNYE Damien		1	Agent Polyvalent
29	KANA Nourédine		1	Animateur Spécialisé en Mobilisation Sociale <b>(ASMS)</b>
30	KINSOU TOTIN Odette	1		Animatrice Spécialisée en Mobilisation Sociale <b>(ASMS)</b>
31	KONDO MOUSSA Nihad	1		Secrétaire Caissière/Antenne Nord <b>(SC/AN)</b>

32	LABINTAN David	1		Assistant Technique au Programme Préservation de l'Environnement <b>(ATC/PPE)</b>
33	LANKPOEDJA Luce		1	Animatrice Spécialisée en Mobilisation Sociale <b>(ASMS)</b>
34	MONNOU G. Hermann		1	Coordonnateur Champ d'Action 1 <b>(C/CA1)</b>
35	OMOTOSHO Madinatou	1		Coordonnateur Champ d'Action 1 <b>(C/CA1)</b>
36	OUELAKA DÊKA A. Victor		1	Animateur Spécialisé en Adaptation aux Changements Climatiques <b>(AS/ACC)</b>
37	SAKA A. Timothée		1	Conducteur de Véhicule Administratif <b>(CVA/AN)</b>
38	SOTON Philémon		1	Chargé des Services Généraux <b>(CSG)</b>
39	TROUKOU Naomie	1		Animatrice Spéciale en Mobilisation Sociale/ Antenne Nord, chargée du site de Copargo <b>(ASMS/Copargo)</b>
40	YEKEDO Nadège	1		Chargée des Ressources Matérielles, de l'intendance et des services administratifs <b>(CRM)</b>
41	ZOSSOU Elidja		1	Directeur National <b>(DN)</b>
42	ZOSSOU Obed		1	Assistant Technique au Programme Préservation de l'Environnement <b>(AT/PPE)</b>
<b>TOTAUX</b>		15	27	
			<b>42</b>	

## 2. Nos ressources financières

32

Pour réaliser les activités au Cameroun et au Bénin, nous avons mobilisé des ressources financières qui se présentent en recettes et en dépenses comme suit :

### 2) RECETTES

Libellés	Montant (en FCFA)
Solde au 1er janvier 2019	5 579 789
Contribution PPLM	309 657 621
Contribution KERKINACTIE	32 797 850
Contribution MM	13 699 661
Contribution DM	38 500 000
Contribution SCP/PPLM	14 172 607
Contribution KIRA	79 007 819
Contribution FAO	2 875 000
Contribution CARE Bénin/Togo	11 065 119
Contribution Enfance Missionnaire	111 630 506
Contribution ambassade des USA	7 302 792
Contribution UNICEF	79 311 900
Contribution GIZ	13 156 843
Contribution EDUCO	10 863 550
Contribution MdM	4 693 000
Fonds propres CIPCRE	81 685 385
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>815 999 442</b>



<b>2) DEPENSES</b>	
<b>Libellés</b>	<b>Montant (en FCFA)</b>
Programme Agroécologie et préservation de l'environnement	36 675 400
Programme Paix et Prévention des conflits	17 265 750
Programme Droits humains et démocratie	5 963 540
Programme Education globale dans les établissements scolaires	21 635 800
Centre de Communication pour le développement	5 876 225
Activité Service civile pour la paix	15 436 710
Activités UNICEF intitulé "Modélisation d'un système de protection de l'enfance à Yaoundé 2 <sup>ème</sup>	40 508 000
Activités MALCOME (Mon Action Locale Contre les Mariages d'Enfants)	465 000
Activités AGR ICCO 2019	6 502 000
Cellule de suivi-évaluation et d'appui aux Thématiques transversales	3 876 500
<b>PAdaClim II</b>	
Agroécologie et entrepreneuriat agricole	35 962 131
Eau, Hygiene, assainement	6 765 470
Promotion du développement local	19 762 876
Documentation relation publiques, planification, suivi participatif	6 406 350
Suivi des activités et renforcement des capacités du personnel	9 884 550
<b>PROFIL ENFANTS</b>	
Sensibilisations	129 000
Formations	5 143 295
Appui directs aux enfants	3 866 110
Appuis aux groupes cibles	23 340 875
Accompagnement des groupes cibles/supervision	3 938 535
Advocacy/plaidoyer	4 109 610
Plan média	7 671 600
Coordination/monitoring	1 218 025
<b>EDUCAPE-Donga</b>	
Education et auto protection des enfants	13 920 415
Renforcement des familles et des milieux d'étude	16 610 000
Renforcement de la communauté et des institutions locales	11 043 825
Activités transversales (Plan Média ; Suivi évaluation et capitalisation)	11 578 775
<b>EDUCAPE-Borgou</b>	
Education et auto protection des enfants	7 403 500
Renforcement des familles et des milieux d'étude	2 015 000
Renforcement de la communauté et des institutions locales	6 446 490
Activités transversales (Plan Média ; Suivi évaluation et capitalisation)	5 064 150
Complément Programme BJ1838	3 374 232
Complément projet MdM	720 400
Projet PACTE	9 610 888
Projet RePaSOC	8 195 930
Coordination générale	22 375 000
Frais de personnel	232 672 666
Frais administratifs	60 495 877
Frais de fonctionnement du Bureau de Liaison Yaoundé	7 320 000
Matériel d'équipement	51 496 800
<b>Total dépenses année de référence</b>	<b>752 747 300</b>

### 3. Nos stratégies d'intervention

Nos stratégies d'intervention sont de quatre ordres : communication pour le développement, planification, suivi-évaluation, appui aux thématiques transversales et approche Villages Pilotes et participation aux réseaux.

#### 3.1. Communication pour le développement

Des appuis ont été apportés aux différents programmes pour capitaliser leurs interventions par voie radiophonique comme sur la toile, à travers des supports de sensibilisation et de formation, d'animation et de communication. Ce faisant, les cinq (05) Points Focaux des Villages Pilotes ont été accompagnés dans leur mission d'amplification du message du CIPCRE. C'est ainsi que les PR, sous nos conseils et à l'aide de nos supports, ont organisé des sensibilisations, voire des formations auprès des partenaires. Avec les animateurs des Programmes, nous les avons suivis, eux pour leur apporter des appuis techniques et nous pour leur prodiguer des trucs et ficelles en ce qui concerne la communication et l'animation.

la CRCCom, la communication institutionnelle, à l'échelle transversale, a été marquée par :

- la création et l'alimentation d'un compte Facebook ;
- la conception et la mise en œuvre d'une communication spécifique à la campagne de mobilisation interreligieuse (MIR) : image phare de la Campagne, flyer, banderoles, alimentation de forum WhatsApp, etc. ;
- la mise en ligne d'articles sur le site web du CIPCRE-Bénin ;
- la réalisation de divers supports de communication : Agenda Similicuir Afrique, Agenda ordinaire, calendrier de table, calendrier mural, etc.
- la production hebdomadaire des émissions radiodiffusées "L'heure verte" et "Dignité humaine".

Au Bénin, outre les activités de plan média spécifiques à chaque projet et appuyées par

#### 3.2. Planification, suivi-évaluation et appui aux thématiques transversales

Le suivi des activités et des effets s'est fait pour ce qui est du CIPCRE-Cameroun, sous l'encadrement de la Cellule de Suivi Evaluation et d'Appui aux Thématiques Transversales avec l'accompagnement du Directeur National. Les méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet ont été les suivantes :

- Visites de suivi individuel auprès des bénéficiaires pour identifier les actions réalisées, leurs résultats et leurs effets ;
- Les Focus Groups pour avoir une perception plus générale des changements intervenus au sein des communautés ou au sein des personnes ayant bénéficié des activités identiques ;
- Les interviews/entretiens, observations, visites à domicile et les évaluations traumatiques pour les victimes des violences sexuelles ;
- Les entretiens d'évaluation psychologique pour apprécier le niveau de réhabilitation des enfants victimes accompagnés ;
- L'analyse des données via les différents outils de suivis : fiches de réalisation, fiches de collecte des témoignages, fiche de synthèse des initiatives, tableaux de suivi des indicateurs, grilles d'analyses mensuelles et fiches de collecte des changements les plus significatifs ;
- Les journées d'évaluation dans les zones d'intervention dites Journées Villages

Pilotes qui ont permis à l'équipe du CIPCRE de rencontrer les bénéficiaires indirects ou bénéficiaires finaux des actions du CIPCRE afin de mesurer non seulement l'impact desdites actions sur les populations, mais également les performances des personnes relais et l'efficacité de la stratégie villages pilotes ;

- La collecte des impressions (nombre de vues), du reach (la portée) de nos publications sur Facebook.

Au Bénin, les principales activités de planification/programmation et de suivi-évaluation se rapportent à :

- l'exécution régulière des activités de planification/programmation et de suivi-évaluation des projets : planification du projet EDUCAPE-Borgou ; finalisation du Plan Stratégique 2019-2025 dont le

document reste à éditer ; pilotage du dispositif de suivi-évaluation des projets à travers : (i) la tenue régulière des réunions de monitoring (RP, REP, RTM, RTT, RTS et EAP 2019-2020), (ii) les visites de suivi sur le terrain ; (iii) les entretiens individuels entre la Direction et les Responsables de projets ou d'entités ; etc. ;

- l'évaluation ex-post des projets soutenus par BMZ à travers KiRA ;
- des réponses aux appels à projets, où les efforts accomplis au cours de l'année ont concerné :
  - L'offre, en consortium avec Don Bosco et Caritas, à l'appel à projet lancé par l'UE ;
  - L'offre à l'appel à projet lancé par l'UNICEF au Bénin ;
  - La manifestation d'intérêt en réponse à l'appel lancé par Plan International Bénin.

### 3.3.Approche Villages pilotes

2019 a été la huitième et l'avant - dernière année de la mise en œuvre de la stratégie Villages pilotes. Au cours de la période de référence, il s'est agi pour nous de consolider les acquis de cette stratégie en mettant en place des leviers pour la durabilité de nos actions dans les villages une fois notre départ acté. Ainsi avons-nous accompagné la création et la légalisation (récépissés de déclaration) des Associations

des Personnes Relais (APR) qui remplacent les points focaux et se positionnent d'ores et déjà comme des pools de compétences aptes à porter les thématiques développées par le CIPCRE et éventuellement à soumissionner aux marchés locaux dans leurs communes respectives. Les capacités de ces APR seront renforcées pendant l'année 2020 pour leur permettre d'être plus efficaces après le départ du CIPCRE.



installation du bureau de l'APR de Bapa

### 3.4. Participation aux réseaux

Au cours de l'année de référence nous avons participé à plusieurs plateformes aussi bien locales que nationales et internationales, à l'instar, pour ce qui est du CIPCRE-Bénin, de l'atelier du Fonds National pour l'Environnement et le Climat, la Semaine Nationale de la biodiversité, l'Atelier de renforcement de capacités sur l'analyse et le calcul des prix de produits agricoles, les Revues départementales du secteur agricole à la DDAEP-Ouémé ; l'Atelier de formation à la saisie des données de la biodiversité, leur nettoyage et leur publication sur le GBIF, l'Atelier de renforcement des acteurs de la biodiversité sur l'importance de l'utilisation des ressources de biodiversité ; l'Internalisation de la stratégie nationale du conseil agricole 2ème Génération ; l'Assemblée générale constitutive de l'ASCINB ; la Promotion de la GIRE au Bénin ; l'animation du Cadre institutionnel de protection de l'Enfant au Bénin ; l'Initiative Germano-Africaine pour la Jeunesse et le processus ayant conduit à la tenue de l'Assemblée Générale, particulièrement la participation au Pool Thématique N°6 (Cadre de vie, environnement, changements climatiques ; vie aquatique, vie terrestre, ressources naturelles).

Notre participation aux réseaux et autres plateformes a connu la même intensité s'agissant du CIPCRE au Cameroun. Ainsi avons-nous pris part aux activités du Réseau Foi et Libération ; préparé et animé, à la demande du Réseau d'Action de Partage et de Solidarité (RAPS) basé au TCHAD, et du 22 au 26 juillet 2019, un atelier de formation en agro écologie ; participé, dans le cadre du réseau SCP, à une formation des Bâisseurs de paix en Afrique en juillet 2019 au Congo ; participé

au Bureau du SECAAR et formé 15 étudiants en Théologie au Bénin à l'UPAO à Porto-Novo en mars et 10 étudiants en Côte-d'Ivoire à l'Institut Supérieur de Théologie à Abidjan en novembre.

Que dire pour conclure sinon qu'au terme d'une année riche et pleine, nous avons, une fois de plus, écrit une nouvelle page de nos interventions sur le terrain, aussi bien au Cameroun qu'au Bénin. Qu'il s'agisse des actions en faveur de l'Agro écologie et de la Préservation de l'environnement, de la Paix et de la Prévention des conflits, des Droits Humains et de la Démocratie, de l'Education globale dans les établissements scolaires, de l'Education et de la protection des enfants des familles vulnérables, de la Réduction des abus sexuels et diverses formes de traite à l'égard des enfants et des femmes et du Renforcement de l'environnement protecteur des enfants et des femmes, nous n'avons ménagé aucun effort pour engranger des résultats tangibles et palpables. La vie de nos partenaires s'en est trouvée changée comme le révèlent leurs différents témoignages.

Je saisis l'opportunité pour féliciter toutes celles et tous ceux de nos animateurs et animatrices qui ont été au four et au moulin pour mener à bien les différentes actions de transformation sociale. Je n'oublie pas l'Assemblée des membres du CIPCRE qui nous a soutenus par ses conseils et qui, au Bénin, a contribué à nous doter d'une Politique de Mobilisation des Ressources (PMR). Toute ma gratitude va aux partenaires financiers sans l'appui desquels il n'aurait pas été possible de réaliser les activités planifiées.

## LISTES DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

2CD :	CENTRE DE COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
3PC :	PROGRAMME PAIX ET PRÉVENTION DES CONFLITS
AABA :	APICULTEURS ET AGRO-FORESTIERS DE BAMENDJO
ADG-2CP:	ASSISTANT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL CHARGÉ DE LA COORDINATION DES PROGRAMMES
AGR :	ACTIVITÉ GÉNÉRATRICE DE REVENUS
ADSAN :	AGRICULTURE DURABLE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE
AGOA:	AFRICAN GROWTH OPPORTUNITIES ACT
APE :	ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES
APEE :	ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES ET ENSEIGNANTS
APR:	ASSOCIATION DES PERSONNES RELAIS
ASCINB :	ALLIANCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR L'INTENSIFICATION DE LA NUTRITION AU BÉNIN
AVZ :	AGENT VULGARISATEUR DE ZONE
BMZ :	MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT (ALLEMAGNE)
BRVO :	BUREAU RÉGIONAL DE LA VALLÉE DE L'OUÉMÉ (ANTENNE DU CIPCRE-BÉNIN)
CA :	CHAMPS D'ACTION
CBP :	CHARTÉ DE BONNES PRATIQUES
CCSCPE :	CELLULE COMMUNALE DE SUIVI ET DE COORDINATION POUR LA PROTECTION DE L'ENFANT
CCPE :	COMITÉ COMMUNAL DE PROTECTION DE L'ENFANT
CECIN:	CLUB D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À L'INTÉGRATION NATIONALE
CESATT :	CELLULE DE SUIVI-EVALUATION ET D'APPUI AUX THÉMATIQUES TRANSVERSALES
CETIC :	COLLÈGE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
CDE:	CONVENTION DES DROITS DE L'ENFANT
CDPE :	COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE PROTECTION DE L'ENFANT
CDV :	COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT VILLAGEOIS
CEG :	COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL
CELEF :	CAMP DE L'ÉVEIL DU LEADERSHIP ET DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ DU BÉNIN
CIPCRE :	CERCLE INTERNATIONAL POUR LA PROMOTION DE LA CRÉATION
CIR:	COMITÉ INTERRELIGIEUX
CM2:	COURS MOYEN 2ÈME ANNÉE
CME :	CHARGÉ DE MISSION ET D'ÉTUDE
COMICO :	COMITÉ DES COORDINATEURS
COOPGIC:	BUREAU DE LÉGALISATION DES COOPÉRATIVES ET DES GROUPES D'INITIATIVES COMMUNES
COOPROMOCAM:	COOPÉRATIVE DES PRODUCTEURS DES PLANTES MÉDICINALES DE L'OUEST CAMEROUN
CP:	COURS PRÉPARATOIRE
CTD:	COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES
CV :	CONSEIL VILLAGEOIS
DDEMP :	DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE
DDESTFP :	DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DEHOL :	(PROMOTION DU) DÉVELOPPEMENT HOLISTIQUE
DEPEV :	DROITS DES ENFANTS ET AUTRES PERSONNES VULNÉRABLES
DJPSC :	DYNAMIQUE JUSTICE ET PAIX POUR LA SAUVEGARDE DE LA CRÉATION
DIJPSC :	DYNAMIQUE ISLAMIQUE JUSTICE ET PAIX POUR LA SAUVEGARDE DE LA CRÉATION
EEC:	EGLISE ÉVANGÉLIQUE DU CAMEROUN
EJ :	EMPLOI DES JEUNES
ESGB :	ESPACE SOLIDARITÉ GLOBALE BÉNIN
EVLP :	ENFANTS VIVANT LOIN DE LEURS PARENTS
ENI :	ÉCOLE NORMALE DES INSTITUTEURS

FADEC	:	FONDS D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNES
FBO-TRS	:	FÉDÉRATION BÉNINOISE DES ORGANISATIONS DE TOURISME RESPONSABLE ET SOLIDAIRE
FBS	:	FARMING BUSINESS SCHOOL
FEM/PNUD	:	FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL / PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT
FVLP	:	FILLES VIVANT LOIN DES PARENTS
GADD	:	GROUPEMENT D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DURABLE
GDT/ACC	:	GESTION DURABLE DES TERRES ET ADAPTATION AUX EFFETS NÉFASTES DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES
GIZ	:	COOPÉRATION INTERNATIONALE ALLEMANDE POUR LE DÉVELOPPEMENT
JEA	:	JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN
JEB	:	JOURNÉE DE L'ENFANT BÉNINOIS
KIRA	:	KINDERRECHTE AFRICA E.V (DROITS DES ENFANTS – AFRIQUE)
NOSO	:	NORD-OUEST- SUD-OUEST
MDM	:	MÉDECINS DU MONDE SUISSE
MEAL	:	SUIVI, EVALUATION, REDEVABILITÉ ET APPRENTISSAGE (MONITORING, EVALUATION, ACCOMPTABILITY AND LEARNING)
MESTFP	:	MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
MIR	:	MOBILISATION INTERRELIGIEUSE
MIRPADH	:	MOUVEMENT INTERRELIGIEUX POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT HOLISTIQUE
MRC	:	MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN
OIF	:	ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE
ONG	:	ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE
OPA	:	ORGANISATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE
OPJ	:	OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE
PACTE	:	PARTENARIAT CONTRE LE TRAFIC, L'EXPLOITATION DES ENFANTS ET LES VIOLENCES FAITES AUX FILLES ET AUX FEMMES
PAT	:	PLAN D'ACTION TRIENNAL
PAEPEN	:	PROGRAMME AGRO ECOLOGIE ET PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT
PCGL	:	PARTICIPATION CITOYENNE ET GOUVERNANCE LOCALE
PDDC	:	PROGRAMME D'APPUI À LA DÉCENTRALISATION ET AU DÉVELOPPEMENT COMMUNAL
PDHD	:	PROGRAMME DROITS HUMAINS ET DÉMOCRATIE
PEGES	:	PROGRAMME EDUCATION GLOBALE DANS LES ETABLISSEMENT SCOLAIRES
PNPE	:	POLITIQUE NATIONALE DE LA PROTECTION DE L'ENFANT
PPEN	:	PROGRAMME PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT
PR	:	PERSONNE RELAIS
REPASOC	:	RENFORCEMENT ET PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU BÉNIN
RESPESD	:	RÉSEAU DES STRUCTURES DE PROTECTION DES ENFANTS EN SITUATION DIFFICILE
RIDECOP	:	RENFORCEMENT DES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE CONSTRUCTION DE LA PAIX
RGPH	:	RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT
RNCV	:	RESSOURCES NATURELLES ET CADRE DE VIE
SIL	:	SECTION D'INITIATION AU LANGAGE
SDE	:	SERVICE (S) DÉCONCENTRÉ(S) DE L'ETAT
SCP	:	SERVICE CIVIL POUR LA PAIX
SUN	:	SCALING UP NUTRITION
SWEDD	:	SAHEL WOMEN'S EMPOWERMENT AND DEMOGRAPHIC DIVIDEND (SWEDD) PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL
SVT	:	SCIENCE DE LA VIE ET DE LA TERRE
TF	:	TECHNICIEN(NE)S FORMATEUR (RICE) S
TRF	:	TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES
USA	:	UNITED STATES OF AMERICA
VP	:	VILLAGE PILOTE
VBG	:	VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

## QUI SOMMES-NOUS ?

- Le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE)
- Une Organisation Non Gouvernementale (ONG) de droit camerounais créée en 1990 ;
- Une ONG d'écologie et de développement holistique ;
- Un espace de promotion du dialogue social, œcuménique et interreligieux ;
- Un outil de promotion des droits humains et de la démocratie.

### **NOTRE VISION**

Nous rêvons d'un monde :

- fondé sur le projet de Dieu pour Sa Création, projet de vie en abondance tel que révélé en Jésus-Christ ;
- où l'homme et la femme s'affirment comme acteurs de leur devenir dans un rapport sain à leur histoire et à leur environnement et s'épanouissent physiquement, moralement, socialement et spirituellement, conditions préalables à l'expression de leur dignité ;
- où l'humanité s'organise en une société démocratique, juste, pacifique et respectueuse des droits de la personne.

### **NOTRE MISSION**

Nous avons pour mission d'œuvrer pour la promotion de la création en contribuant à la transformation des structures sociales et au renforcement des capacités pratiques et stratégiques des populations défavorisées pour la prise en main de leur destin.

### **NOTRE PROFESSION DE FOI**

Nous voulons laisser à la génération qui vient, une Afrique écologiquement saine, économiquement viable, politiquement apaisée, socialement intégrée, moralement équilibrée et spirituellement engagée.



**CIPCRE**



**Siège du CIPCRE à Bafoussam au Cameroun**

**Direction Générale**

B.P. 1256 Bafoussam

Tél. : 694 03 30 42

E-mail : [cipcre\\_dg@cipcre.org](mailto:cipcre_dg@cipcre.org)

Site web : [www.cipcre.org](http://www.cipcre.org)



**Siège du CIPCRE à Porto-Novo au Bénin**

**CIPCRE-Cameroun**

B.P. 1256 Bafoussam

Tél. : (237) 694 02 14 74

E-mail:

[cipcre\\_cameroun@cipcre.org](mailto:cipcre_cameroun@cipcre.org)

**CIPCRE-Bénin**

B.P. 287 Porto-Novo

Tél. : (239) 97 63 77 87

E-mail : [cipcre.benin@cipcre.org](mailto:cipcre.benin@cipcre.org)

**Bureau des Relations Publiques et de Consultance (BREPCO)**

B.P. 15059 Yaoundé

Tel: +237 6 99 68 95 14

E-mail : [cipcre.serpp@cipcre.org](mailto:cipcre.serpp@cipcre.org)

E-mail : [cipcre.serco@cipcre.org](mailto:cipcre.serco@cipcre.org)

**NOS PARTENAIRES FINANCIERS**

